

MISSIONS A L'ETRANGER DE M. BONIFACE MATEKETE,
GESTIONNAIRE, ET UTILISATION DES DISPONIBILITES DE L'OCA
EN DEVISES POUR LA COUVERTURE DE SES BESOINS PERSONNELS

De ce qui précède, il résulte que M.B. Matekete a tiré du compte de l'OCA auprès de la Banque Belgo-Congolaise à Bruxelles, la somme de FB 734.800 sur un total de tirages de l'OCA de 6.338.700 FB, soit 11,5% du total.

Voyons maintenant comment ces tirages ont été justifiés:

D'après les décomptes signés par M.B. Matekete, durant la période biennale 1962-63, celui-ci a participé, en sa qualité de chef de mission, aux missions suivantes:

1. Mission à Bruxelles, engagement 5 techniciens, 19/1-21/2/62, soit 34 jours.
2. Mission à Addis-Abéba, Congrès sur l'habitat, 6-28/4/62, soit 23 jours
3. Mission à Paris, Congrès Mondial pr l'habitat, 24/8-11/9/62, soit 19 jours.
4. Mission à Bruxelles, dossier Contentieux, 22/5-2/6/63, soit 11 jours.
5. Mission à Bruxelles, dossier Contentieux, 21/7-17/8/63, soit 28 jours.
6. Mission en Allemagne avec séjour à Bruxelles 3/8-17/8/63, soit 15 jours.

Les indemnités qu'il a justifiées sont les suivantes:

a)	1ère mission à Bruxelles 845 p/jour, soit FB 2250 x 34 + FB23.500 —	100.000
b)	2ème mission à Addis Abéba, 830 p/jour, soit FB1.500 x 23 + FB1.700 —	36.200
c)	3ème mission à Paris, 835 p/jour, soit FB 1.750 x 19 —	33.250
d)	4ème mission à Bruxelles, 835 p/jour, soit FB1.750 x 11 + FB 750	20.000
e)	5ème mission à Bruxelles, 835 p/jour, soit FB 1.750 x 28 + FB 1.000	50.000
f)	6ème mission en Allemagne, 855 p/jour, soit FB 2.750 x 15 + FB8.427	<u>49.677</u>
FB TOTAL		<u>289.127</u>

Il est à remarquer que les dates des deux dernières missions coïncident.
Il ne s'agit donc en réalité que d'une seule mission.

En outre, durant son séjour à Bruxelles au début de l'année 1962, il se fait payer par l'agent, de l'OCA à Bruxelles, M. Francis Leuriaux, ses frais d'hôtel de 7.018 FB., ses frais de transport sur place de 8.512 FB et le coût d'une valise et d'une mallette pour son usage personnel, soit

1.524 FB. De plus, en 1963, il se fait payer par le même agent de l'OCA, ses frais d'hôtel de 9.890 FB et le coût des garnitures de bureau et d'une valise achetées pour son propre usage, soit 4.158 FB.

Passons au barème réglementaire accordé par la Loi Congolaise aux agents en mission.

D'après l'arrêté ministériel 91/1148/25 sept. 1961, l'indemnité accordée aux agents congolais chargés de mission de 1ère classe était fixée à 300 frs. par jour pour la Belgique et les pays d'Afrique. Cet Arrêté a été modifié par l'amendement 91/353/5 mars 1962, et l'indemnité de mission étant portée à \$12 par jour, quelle que soit la catégorie des agents en mission, tant pour l'Europe que pour l'Afrique. Enfin, par l'arrêté du 5 janvier 1963, l'indemnité de mission a été portée à \$20 par jour (quelle que soit la catégorie des agents chargés de mission) et une indemnité additionnelle, dite de représentation, de \$15 par jour a été accordée aux chefs de mission. Par conséquent, les indemnités de mission auxquelles M.B. Matekete a droit sont les suivantes:

a)	Pour la 1ère mission à Bruxelles, 34 jours x 300 frs B	—	FB 10.200.-
b)	2ème à Addis-Abeba 23 jours x 600 FB	—	13.800.-
c)	3ème à Paris 19 jours x 600 FB	—	11.400
d)	4ème à Bruxelles 11 " x 1.750	—	19.250
e)	les 5ème et 6ème missions à Bruxelles et en Allemagne 28 jours x 1.750	—	<u>49.000</u>

soit au total FB 103.650

En déduisant ce montant total de la somme totale des tirages en devises de M. Matekete, (moins virements de FB 6.000 en faveur des enfants de M. Matekete, après autorisation du Conseil Monétaire) nous arrivons à la constatation de la première anomalie commise par M.B. Matekete, qui consiste en l'utilisation de la somme de 625.100 FB pour la couverture de ses besoins personnels, tirée sur les disponibilités de l'OCA en devises destinées à couvrir les besoins d'activité productive de cet organisme. Il est à mentionner que cette anomalie est bien grave étant donné la pénurie en devise dont l'économie congolaise souffre.

Durant le contrôle, nous avons demandé M.B. Matekete de nous présenter les autorisations ministérielles pour ses missions à l'étranger. En réponse, M.B. Matekete nous a présenté une seule autorisation signée par le Ministre des Affaires Sociales en date du 20 mai 1963, par laquelle M.B. Matekete avait la latitude de se rendre à Bruxelles pour le recrutement de techniciens du 22/5 au 2/6/63. Par la même "proposition de mission officielle à l'étranger", le Ministre des Affaires Sociales autorise le Gestionnaire de l'OCA à retirer une indemnité totale de mission de 45 dollars par jour qui surpasse la limite de l'indemnité pour les chefs de mission à 35 dollars, fixée par l'arrêté 91/353/5 mars du Ministre de la Fonction Publique. Il est étonnant que M. le Ministre des Affaires Sociales (ex-fonctionnaire supérieur de l'OCA) accorde à son subordonné une indemnité supérieure à celle à laquelle lui-même aurait droit s'il dirigeait la même mission.

Après son retour de la première mission en Belgique, il retire en outre de la caisse de l'OCA 50.000 F.C. pour frais de mission en Belgique (45.000 FC le 28/2/62 et 5.000 FC le 16 mars 1962) en justifiant 22 jours de mission, tandis qu'à son décompte pour son tirage en devises en Belgique (pour la même mission) il justifie 34 jours. Ce dernier fait porte à se méfier des déclarations de créance de M.B. Matekete, même pour le nombre de jours de ses missions. Un contrôle incontestable est donc requis à ce sujet sur la base des visas qui figurent à son passeport. D'après lui, son passeport se trouve déposé auprès du Service compétent de la Sécurité congolaise, d'où il faudrait le retirer pour cette vérification. En ce qui concerne le double tirage en FB et en FC pour ses frais de mission à Bruxelles, il s'agit d'un vrai détournement.

Le 20 avril 1962, après son retour d'Addis-Abéba, M. Matekete reçoit de la caisse de l'OCA la somme de 28.400 FC, contre valeur de \$142 (au cours du marché libre de 200 FC par dollar), pour frais supplémentaires de sa mission. Il est étonnant qu'il oublie ce fait et dans sa note de créance pour son indemnité de mission, il marque comme jour de retour d'Addis-Abéba le 28 avril 1962 (comparer avec les dates mentionnées ci-haut pour ses missions).

Le 19 septembre 1962, après son retour de mission, il retire aussi de la caisse de l'OCA 8.400 FC pour indemnité de mission à Paris (26/8-16/9/62), soit 19 jours à raison de 400 FC par jour.

En ce qui concerne la voiture achetée par l'OCA pour compte de M. Matekete, il convient de mentionner ce qui suit:

En janvier 1962, M.B. Matekete, dès son arrivée à Bruxelles, procède à l'achat pour son propre compte d'une superbe voiture Ford Comet au prix de 127.800 FC, en utilisant les disponibilités en devises de l'OCA auprès de la Banque Belge-Congolaise. D'après les pièces justificatives vérifiées, la valeur de cette voiture n'a jamais été facturée à M. Matekete. La facture No. 49/5/63 que M.H. Noten nous a présentée à ce sujet, (d'après une note manuscrite de lui-même trouvée dans le dossier) représente la contre-valeur d'achats divers en change libre de M. Kelkermans pour compte de M. Matekete, la valeur du mobilier acheté par M. Kelkermans pour compte de M. Matekete (FB 60.000) et les virements de FB 12.200 en faveur des enfants de M. Matekete.

En février 1963, il décide de vendre à l'OCA sa vieille voiture Vauxhall au prix de 160.000 frs. Il encaisse au comptant 70.000 FC (peut-être le prix réel de la voiture), et il laisse le solde de 90.000 FC à être porté à son crédit.

Entretiens, en décembre 1962, il envoie à Bruxelles le technicien M. Leop. Kelkermans, pour l'achat de 4 voitures d'occasion pour compte de l'OCA avec des devises achetées au marché libre, malgré que l'OCA disposait et dispose encore d'assez de disponibilités en devises pour couvrir le prix de ces trois voitures. Cette question fait l'objet d'une plainte déposée de M. Le Ministre des Finances.

En clôturant ce chapitre, nous notons qu'il reste à facturer au débit de M. Matekete, (compte 529) la contre-valeur de FB 552.900 au cours actuel de 3,60 FC par FB, soit 1.990.400 FC plus les indemnités en FC requies en double, soit 87.800 FC; au total 2.078.200 francs congolais, sous la réserve que le nombre des jours de mission signalé par M. Matekete est exact.

VERIFICATION DE LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS DE L'OCA

Le contrôle a été limité à la vérification des comptes relatifs à l'année 1962, l'exercice de l'année 1963 n'étant pas encore comptabilisé.

De ce contrôle, nous avons constaté que

1. La valeur de la construction (maison) effectuée d'ordre et pour compte de M. Jacques Massa, ex-fonctionnaire supérieur de l'OCA et actuellement Ministre des Affaires Sociales, n'était pas facturée. Nous avons demandé l'enregistrement de cette dette, qui date de juin 1962, sur sa fiche tenue au service du Personnel.
2. La valeur de la construction du bassin de natation aménagé d'ordre et pour compte de M. Matekete à son domicile personnel, facturée en novembre 1962 pour la somme de FC 271.480.- a été finalement facturée le 31 décembre 1963 (c'est à dire après le commencement du contrôle) pour la somme de FC 1.286.928, l'écriture précédente ayant été annulée.
3. La construction de la maison de M. Niny Patrice a été originalement facturée en novembre 1962 pour la somme de FC 728.750 et finalement pour la somme de FC 2.219.392 (en décembre 1962) sans annulation du montant précédent qui ne figure pas à sa fiche personnelle.
4. La direction de Stanleyville procède en 1962 à la construction d'un Cinéma-Bar, d'ordre et pour compte de M. Ed. Alamanzani (compte no. 253.126). Jusqu'en novembre 1962, la valeur de cette construction s'élève à FC 345.242. Aucun montant relatif à cette construction n'est passé au débit du compte de M. Almazani. Le 13 décembre 1963, c'est à dire après le commencement du contrôle, M. Alamasani procède au paiement à l'OCA d'un loyer de six mois (juin-novembre 1963) de 12.000 FC pour la location de cet établissement (voir quittance no. 11481). Il est à noter que suivant le statut du personnel de l'OCA, chapitre III, article 10, l'exploitation d'un restaurant ou d'un bar est strictement interdite et est considérée in comptable avec les fonctions des agents de l'OCA.

PRIMES ET INDEMNITES SPECIALES ACQUISES PAR M.B. MATEKETE EN SES QUALITES DE GESTIONNAIRE ET DE PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION DE L'OCA

D'après les documents mis à notre disposition, M.B. Matekete a droit aux indemnités spéciales suivantes:

1. Une prime annuelle spéciale de 60.000 FC accordée sur décision de l'Administration Centrale (décembre 1960) en sa qualité de Gestionnaire de l'OCA.
2. Des jetons de présence au Comité de Direction de l'OCA en sa qualité de Président de ce Comité. Ces jetons sont accordés conformément à l'ordonnance présidentielle No. 59/14 juillet 1961 (Art. 7), leur montant devant être déterminé par le Ministre des Affaires Sociales.

En ce qui concerne la prime spéciale, il convient de mentionner qu'elle a été accordée au prédécesseur de M.B. Matekete (M. Ileo) et qu'elle a été cédée à celui-ci depuis le mois de septembre 1960, dès la reprise de ses fonctions de Délégué général de l'OCA. Initialement, elle se montait à 60.000 FC plus index (cherté de la vie) — 63.876 FC, soit 5.323 FC par mois, et elle a été incorporée à son traitement dès le mois de septembre 1960, sous la dénomination "frais de représentation." Au mois de juillet 1961, cette prime spéciale est augmentée rétroactivement à compter du mois de janvier 1961 à 100.000 frs. par an, soit FC 8.333 par mois, et continue d'être encaissée régulièrement par M.B. Matekete avec son traitement mensuel. Au mois de juillet 1963, M.B. Matekete envoie à la caisse une note et encaisse de nouveau en bloc la même indemnité comme elle a été réglée initialement sur la base actuelle de 60.000 FC plus index, soit pour la période de 1961-1962 la somme de 127.750 FC. C'est un double tirage de la même indemnité accordée au Gestionnaire de l'OCA.

Le 12 juillet 1963, il encaisse le traitement de deux mois pour congé compensatoire des années 1962 et 1963, auquel traitement sont ajoutés de nouveau les frais de représentation, soit pour les deux mois 16.666 FC. Il va de soi que cette indemnité spéciale étant fixée sur la base annuelle à 100.000 FC, ne peut pas faire l'objet d'une gratification compensatoire pour le congé annuel.

Mais M. Matekete considère cette prime spéciale comme une augmentation minuscule et insuffisante de son traitement et non pas comme une indemnité accordée précisément pour couvrir les frais additionnels encourus par suite de ses fonctions de représentant de l'OCA. Dans cette mentalité, en juillet 1962, il commence à encaisser des frais additionnels de représentation tantôt pour couvrir des frais encourus, tantôt parce qu'il considère la prime accordée comme insuffisante, et il encaisse le 31 juillet 1962 50.000 FC, le 11 août 1962 29.000 FC, le 31 août 1962 25.000 FC et le 11 mars 1963 (pour réception des autorités) 10.000 F, soit au total 114.000 FC.

En mars 1963, par suite apparemment des protestations de ses collaborateurs directs qui ne bénéficient pas des privilèges du Président, il décide de généraliser l'octroi d'une allocation spéciale, toujours pour frais de représentation, à lui-même et à ses collaborateurs directs, allocation fixée rétroactivement, à compter du mois de novembre 1962, sur la base mensuelle de 8.000 FC pour lui-même, 5.000 FC pour son adjoint direct M. Djé Come et 4.000 FC pour les autres Directeurs. Il convient de mentionner que l'octroi de cette indemnité spéciale n'est basé sur aucune autorisation officielle de l'Administration Centrale. Jusqu'au 31 décembre

1963, M.B. Matekete a encaissé au total, au titre de cette allocation, la somme de 112.000 FC. Donc le total général des frais de représentation encaissés en plus des frais accordés par l'Administration Centrale s'élève à 370.400 FC.

En ce qui concerne les jetons de présence accordés selon l'Ordonnance Présidentielle du 14 juillet 1961, quoique leur montant devait être déterminé par le Ministre des Affaires Sociales, M. Matekete, en sa qualité de Gestionnaire de l'OCA, prend lui-même l'initiative et par sa décision du 20 novembre 1961 fixe le taux de ces indemnités à liquider semestriellement comme suit:

Président	50.000.-
Délégué permanent du Président	35.000
Autres membres du Comité de Direction	25.000

Cette décision du Gestionnaire de l'OCA, qui a pris un aspect solennel, ayant été polycopiée, officiellement communiquée et semble-t-il approuvée par l'Administration Centrale, n'a jamais été respectée par le Gestionnaire lui-même. Les montants y relatifs ont été augmentés dès sa première application, et le 12 juin ainsi que le 8 novembre, chacun des paiements semestriels ont été effectués comme suit:

Président: 75.000.- Délégué du Président (M. Djé) 40.000.- Chef Comptable (M. Salabiaku) 30.000.- et à chacun des 3 Directeurs (MM. Niny, Alamazeni et Yuma) 25.000 FC. Pour l'année 1963 nous n'avons pas trouvé un versement pareil. Il semble que cette indemnité a été incorporée au traitement mensuel de chaque bénéficiaire.

Mais M. Matekete, quoique l'OCA lui accorde une voiture de luxe avec chauffeur et l'essence requise, pour la raison qu'il utilise aussi quelquefois sa propre voiture, il se fait encaisser mensuellement une somme forfaitaire de 10.270 FC comme indemnité kilométrique. Régulièrement cette indemnité est payée suivant le kilométrage parcouru par les fonctionnaires qui utilisent leur propre voiture pour des raisons de service. Le 13 décembre 1962, il encaisse 30.810 FC pour les mois de septembre, d'octobre et de décembre 1962 et ensuite mensuellement 10.270 FC jusqu'au mois de décembre 1963, date à laquelle il augmente cette indemnité kilométrique à 12.700 FC. Pour la période de septembre 1962-décembre 1963, il a encaissé au total la somme de 146.210 FC (le mois de mars 1963 n'ayant pas été payé). Etant donné le fait que l'OCA garde à la disposition du Gestionnaire une voiture de luxe avec tous les frais de déplacement payés, cette somme doit être considérée récupérable par l'OCA en sa totalité.

En somme, le montant total des indemnités spéciales non justifiées que M.B. Matekete a encaissées s'élève à 566.600 FC.

INDEMNITES DE MISSION A L'INTERIEUR DU CONGO

Le manque d'esprit de "bon père de famille" dans l'administration de l'OCA dont fait preuve M.B. Matekete, se fait ressentir aussi dans la vérification des indemnités payées pour les missions à l'intérieur du pays.

Jusqu'au 4 décembre 1962, ce n'est que figurativement que le barème gouvernemental des 400 FC par jour de mission est respecté. En réalité, ce barème n'est presque jamais appliqué par les dirigeants de l'OCA. Depuis le 4 décembre 1962, le système de ces indemnités change sans aucune autorisation de l'Administration Centrale et plus particulièrement du Ministère de la Fonction publique, compétent en l'occurrence. La nouvelle réglementation de l'OCA, mise en vigueur par décision de M. Matekete du 4 décembre 1962, prévoit le paiement à l'agent en mission du montant forfaitaire de 4.000 frs. pour les missions de 1 à 7 jours et de 8.000 FC pour les missions de 7 à 15 jours en plus des frais de logement qui sont assumés par l'OCA. Même cette réglementation n'est pas respectée par M. Matekete.

Ainsi, M. Matekete encaisse le 17 mars 1962 pour indemnité de 5 jours de mission à Stanleyville, le montant de 3.000 FC (5 jours x 600 FC).

Le 20 juin 1962, M. Matekete encaisse d'une part 4.000 FC pour frais de mission à Stanleyville et Bukavu (10 jours x 400 FC) et d'autre part 37.870 FC pour tous les frais encourus durant cette mission.

Le 22 janvier 1963, M. Matekete encaisse 10.000 FC pour indemnité de mission à Kikwit et le 8 février 1963 encore 5.000 FC pour la même mission comme indemnité de séjour du 22/1 au 27/1/63 (soit 5 jours) à Kikwit.

Le 27 février 1963, il encaisse 26.000 FC pour divers frais (réception, etc.) de mission à Bakwanga, et le 5 mars 1963 4.000 FC de plus pour indemnité de séjour à Bakwanga.

Enfin le 3 mai 1963, une somme forfaitaire de 150.000 FC est payée à M. Matekete sous forme d'indemnité spéciale additionnelle, pour toutes les missions effectuées à l'intérieur et l'extérieur du Congo durant la période 1962-1963.

Ce dernier montant au moins, versé sans l'autorisation de l'Administration Centrale, doit être considéré récupérable par l'OCA.

CONSTATATION DE CERTAINES ANOMALIES CONCERNANT
M. ED. ALMAZANI, DIRECTEUR DE L'OCA

Malgré que, par suite de certains refus des dirigeants de l'OCA, nous n'ayons pas pu vérifier entièrement la comptabilité de la Direction provinciale de Stanleyville, nous avons pu néanmoins déceler les anomalies suivantes qui se rapportent à M. Ed. Almazani, Directeur provincial à Stanleyville jusqu'au mois d'août 1963.

1. En février 1962, M. Ed. Almazani, se trouvant à Léopoldville, encaisse de l'Administration centrale de l'OCA le montant de FC 60.000 pour l'achat de deux machines à écrire (note de débit de l'OCA, AC no. 42/22.2.62). Après son retour à Stanleyville, il procède à l'achat de ces deux machines à écrire pour la somme de FC 73.600 et il se fait rembourser par l'OCA Stanleyville, le total de ce montant (ordre de paiement de l'OCA, Stanleyville no. 104/24.7.63).

2. Le 16 mai 1962, sur la base de la circulaire de M.B. Matekete du 20 nov. 1961, il encaisse de l'OCA Stanleyville le montant de FC 25.000 pour indemnité du 1er semestre 1962 en sa qualité de membre du Comité de Direction de l'OCA (ordre de paiement de l'OCA, Stanleyville no. 65/16 mai 1962). Le 24 juillet 1962, sur la base de la lettre de l'Administration centrale de l'OCA du 17 juillet 1962, il procède à l'encaissement de la même somme et pour la deuxième fois (ordre de paiement de l'OCA, Stanleyville no. 104/24.7.62).

3. D'après les reçus mentionnés ci-dessous, signés par M. Ed. Alamasani, celui-ci a encaissé de l'OCA Stanleyville, sous forme d'avances pour frais de mission, les montants suivants:

le 16 juin 1962 PD 90/62 pour frais diverses missions	FC 50.000
le 7 sept. 1962 PD 156/62 pour frais mission à Paulis	50.000
le 14 oct. 1962 PD 186/62 pour frais mission à Léopoldville	50.000
le 22 fév. 1963 PD ... pour frais mission à Leo et Eville	<u>100.000</u>
Total	<u>FC 250.000</u>

D'autre part, M. Ed. Alamasani a aussi encaissé de Stanleyville et de l'Administration centrale de l'OCA à Léopoldville pour les frais réglementaires de ces mêmes missions, les montants suivants:

le 6/6/62 PD ... (A.C.) frais séjour à Léopoldville	FC 4.000
le 14/10/62 PD 186/62 (Stan.) frais mission à Paulis 7/9-18/9/62	4.400
le 22/8/62 PD ... (A.C.) frais séjour à Léopoldville	4.800
le 13/11/62 PD ... (A.C.) " " "	11.200
le 9/2/63 " (Stan.) " mission à Léo. 1/2-6/2/63	4.000
le 9/3/63 PD 72/63 (A.C.) " " a Eville 23/2-11/3/63	17.000
le 25/6/63 PD 228/63 (A.C.) " " à Léo. et Eville 15/6-30/6/63	<u>6.363</u>
Total	<u>FC 51.763</u>

Il y a donc détention irrégulière de la somme totale de FC 250.000 tirée de la Direction de Stanleyville sous forme d'avances que M. Ed. Alamasani est tenu de restituer à l'OCA.

4. Le 2 mai 1963, M. Ed. Alamasani a encaissé le montant forfaitaire de FC 60.000 sous forme d'indemnité spéciale pour "diverses missions effectuées à l'intérieur de la république du Congo, en vue de l'extension des activités de l'OCA, pendant la période de 1962-63", selon la décision administrative y afférente du Gestionnaire de l'OCA M.B. Matekete. Etant donné que cette décision n'a pas été approuvée par le Ministère des Affaires Sociales, le paiement précité doit être considéré indûment exécuté sous la responsabilité du Gestionnaire de l'OCA et par conséquent récupérable par l'OCA aux dépens du Gestionnaire de l'OCA.

5. Le compte personnel de M. Ed. Alamazani auprès de l'OCA se présente débité à multiples reprises pour l'achat et le transport à Stanleyville de vivres en quantités considérables. Ce fait confirme que M. Ed. Alamazani exploite un restaurant contrairement aux dispositions du Statut du Personnel, chapitre III, art. 10 (voir ci-haut page 11, point 4).
6. En ce qui concerne la gérance de la Direction de Stanleyville, il convient de mentionner que par la facture no. 279/16.11.62, le Bar Kisangani est débité de FC 497.101 pour travaux exécutés du 1er janvier au 30 juin 1962. Sous le même numéro et à la même date, une deuxième facture est émise par laquelle le Bar Kisangani est débité de FC 173.847 pour travaux exécutés du 1er janvier au 30 juin 1962. Il est évident que l'émission de cette deuxième facture, sans aucune mention de l'annulation de la précédente, doit être considérée comme facture supplémentaire et que par conséquent le Bar Kisangani devrait être considéré débiteur envers l'OCA pour le montant total des deux factures, ce qui n'apparaît pas aux livres de l'OCA.
7. M. Ed. Alamazani, en sa qualité de Directeur-gérant de l'OCA Stanleyville, a procédé à la vente de "six véhicules à moteurs hors d'usage" (1 camion Ford, 1 camion Intern., 2 bennes Intern., 1 camionnette Intern. et 1 voiture Ford) aux prix de FC 300.000 (facture no. 34/9.7.63), d'un lot "de pièces usagées (block-moteurs) hors d'usage et mitrals", au prix de FC 40.000 (facture no. 35/13.7.63) ainsi que de "7 carcasses de camion international et divers lots de pièces de rechange "International C.M. et Willy" au prix de FC 200.000, soit au total FC 540.000. Cette vente a été effectuée sans que la procédure de la "vente aux enchères" requise par la loi soit suivie. D'autre part, l'existence d'une autorisation du Gestionnaire de l'OCA relative à ce sujet n'a pas été avérée, cas dans lequel la responsabilité devrait être imputée à ce dernier.
8. Enfin, en ce qui concerne l'utilisation des disponibilités de l'OCA en devises pour la couverture des besoins personnels de M. Ed. Alamazani, il est à mentionner ce qui suit. Le montant total en devises que M. Ed. Alamazani a retiré du compte de l'OCA auprès de la Banque Belgo-Congolaise à Bruxelles s'élève à FB 99.200 (voir page 6). Sur ce montant, selon le barème fixé par le Ministère de la Fonction publique, il n'avait droit à tirer pour frais de mission à Bruxelles (mission dirigée par M.B. Matekete) que la somme de FB 12.000, soit 12 jours à \$20 ou FB 1.000 par jour. Par conséquent, M. Ed. Alamazani a utilisé pour la couverture de besoins personnels, sans autorisation du Conseil Monétaire, le montant de FB. 87.200.

Etant donné que son compte personnel auprès de l'OCA a été déjà débité de la contrevaletur de FB 43.000, il reste à lui être facturée la contrevaletur de FB 44.200, soit, au cours actuel de FC 3,60 par FB, la somme de FC 159.200.

En récapitulant les montants à rembourser à l'OCA par M. Ed. Alamasani, nous arrivons à la somme totale d'au moins de FC 469.200, à part les autres responsabilités mentionnées ci-dessus.

ANOMALIES D'ORDRE GENERAL ET IRREGULARITES DIVERSES

Durant le contrôle de la comptabilité de l'OCA, nous avons constaté certaines anomalies d'ordre général ainsi que diverses irrégularités qui ne sont pas mentionnées aux chapitres précédents.

Tout d'abord, il faudrait noter le fait que la plupart des dirigeants de l'OCA exercent un certain commerce aux dépens de la liquidité de l'OCA ou bien ont procédé à la couverture de leurs besoins personnels par l'utilisation des capitaux importants disponibles à l'OCA. Les montants utilisés ou la contrevaletur des travaux effectués pour leur compte ont certainement dépeuillé l'OCA de capitaux très importants indispensables à son bon fonctionnement. Il est à mentionner aussi que les sommes utilisées sont portées au débit de leur compte (si elles le sont - voir ci-dessus page 10, cas d'achat d'une voiture compte M.B. Matekete qui n'a jamais été facturée) avec un retard s'étendant quelquefois à plus de douze mois et que le remboursement de ces dettes s'effectue par petites mensualités de sorte que les capitaux de l'OCA investis à ce propos ont augmenté durant la période sous contrôle, à une allure alarmante.

Examinons maintenant la dette de chaque dirigeant une par une.

D'après les fiches retenues au Service du Personnel de l'OCA, les deux comptes de M.B. Matekete présentent le mouvement suivant:

a. Compte sous rubrique 5815

Solde débiteur au 31 décembre 1961		FC 16.500
Avances-caisse 1962	FC 54.173	
" " 1963	210.000	
Paiements au Fonds d'avance 1962	128.203	
Diverses notes de débit 1963	<u>263.067</u>	<u>655.443</u>
Total d débit		FC 671.943
Moins:		
Retenues s/appointements 1962	46.500	
" s/ " 1963	180.000	
Rectification facture 129/12/62 (?)	<u>15.496</u>	<u>241.996</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 429.947</u>

b. Compte sous rubrique 529

Solde débiteur au 31 décembre 1961		FC 16.500(?)
Facturation divers achats 1962	FC 257.835	
" " " 1963	354.107	
Facturation bassin de natation	1.286.928	
" travaux immeuble		
rue Dibaya	<u>26.579</u>	<u>1.925.449</u>
Total débit		FC 1.941.949

Report	Total débit	FC 1.941.949
Retenues s/appointements 1962	FC 30.000	
" " 1963	90.000	120.000
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 1.821.949</u>
Total de la dette facturée au 31 décembre 1963:		<u>FC 2.251.896</u>

De ces chiffres, il résulte que les retenues sur appointements du compte 5815 ne compensent même pas les avances-caisse faites à M. Matekete, de sorte que le solde, au 31 décembre 1962, augmente de FC 135.876; et au 31 décembre 1963 de FC 277.571. Quant au compte 529, le solde au 31 décembre 1963 augmente de FC 1.805.449. En somme, la dette facturée de M.B. Matekete envers l'OCA, durant la période biennale 1962-1963 a passé de FC 33.000 à FC 2.251.896.

En ajoutant à cette somme le montant total dû par M.B. Matekete à l'OCA, pour ses excès de tirages en devises ainsi que pour les indemnités reçues et non justifiées, qui a été déjà calculé (voir pages 10, 13 et 14) à FC 2.794.800, nous arrivons à la dette totale de FC 5.046.700, montant auquel doivent être ajoutés les débits éventuels de M. Matekete qui n'ont pas encore été facturés à son compte.

La dette envers l'OCA de M. Djé Come, délégué permanent du Gestionnaire, se présente, d'après les fiches délivrées du Service du Personnel, comme suit:

a. Compte sous rubrique 5815

Solde débiteur au 31 décembre 1961		FC 17.000
Avances-caisse 1962	FC 63.000	
Notes de débit diverses 1962	548.000	
Avances-caisse 1963	24.400	
Notes de débit diverses 1963	<u>118.575</u>	<u>753.975</u>
Total débit		FC 770.975
Moins:		
Retenues s/appointements 1962	FC 50.500	
" s/ " 1963	<u>92.000</u>	<u>142.500</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 628.475</u>

b. Compte sous rubrique 529

Total des facturations 1962-63	FC 89.694	
Retenues s/appointements	-	<u>FC 89.694</u>
Total de la dette facturée au 31 décembre 1963		<u>FC 718.169</u>

A ce total il faudrait ajouter le montant de FC 20.532 représentant les frais de transport par avion Léo/Bakwanga d'un lot de 15 vélos avec accessoires facturés payés par l'OCA pour compte de M. Djé Come et ensuite

envoyés à Bakwanga et vendus par M. Djé Come. Il convient de mentionner que M. Djé Come a acheté les vélos en mars 1963, il les a envoyés vendre à Bakwanga en juin 1963, il a réalisé ses profits de cette opération commerciale et il reste toujours débiteur à l'OCA du prix d'achat plus les frais de transport de ces vélos. Après l'addition de ces frais de transport, la dette de M. Djé Come envers l'OCA s'élève à FC 738.700.

Suivant la fiche que le Service du Personnel nous a délivrée, la dette facturée de M. Ed. Alamazani, Directeur de l'OCA, se présente comme suit:

a. Compte sous rubrique 5815

Transfert à l'AO solde de son compte à Stanleyville (août 63)		196.372
Diverses ND OCA Stanleyville	FC 46.515	
" " Elisabethville	62.252	
" " A.C. (Léopoldville)	<u>229.090</u>	<u>337.857</u>
		FC 534.229
Moins:		
Retenues s/appointements oct.-déc. 63	18.500	
remise chèque 154/025 du 27.7.63	<u>30.000</u>	<u>48.500</u>
Solde au 31 décembre 1963		FC 485.729

b. Compte sous rubrique 529

Le service du Personnel de l'OCA ne nous a pas délivré de fiche relative à ce compte.

En ajoutant au solde ci-dessus le montant total que M. Ed. Alamazani doit restituer à l'OCA pour ses tirages injustifiés, tant en monnaie locale qu'en devise calculées ci-dessus (voir page 16) s'élevant à au moins FC 469.200, nous arrivons à la dette totale, facturée et non facturée, de FC 955.000.

Suivant les fiches retenues auprès du Service du Personnel, la dette de M. Niny, Directeur, envers l'OCA, se présente comme suit:

a. Compte sous rubrique 5815

Avances-caisse 1963		FC 60.000
moins: retenues sur appointements		<u>30.000</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 30.000</u>

b. Compte sous rubrique 529

Facturation construction habitation	FC 2.219.392	
notes diverses de débit	<u>11.790</u>	FC 2.231.182
Moins: chèques déposés		<u>225.000</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 2.006.182</u>
Dette totale facturée au 31 décembre 1963		<u>FC 2.036.182</u>

Suivant la fiche retenue au Service du Personnel, la dette facturée de M.B. Salabiaku se présente comme suit:

a. Compte sous rubrique 5815

Avances-caisse 1962-63		FC 103.000
Moins: retenues sur appointements		<u>90.000</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 13.000</u>

b. Compte sous rubrique 529


Le service du personnel de l'OCA ne nous a pas délivré de fiche relative à ce compte.

Il est à noter qu'aucune fiche de dette concernant M. Yuma, Directeur du Personnel, ne nous a été délivrée par le Service du Personnel de l'OCA.

Enfin, la dette envers l'OCA de M. Jacques Massa, ex-Directeur de l'OCA et actuellement Ministre des Affaires Sociales, suivant fiche délivrée par le Service du Personnel, se présente comme suit:

Solde débiteur au 31 décembre 1961		FC 326.079
Diverses factures de l'OCA (1962)	FC 113.222	
Palements divers pour son compte	275.837	
Prêt au licenciement (août 62)	<u>140.000</u>	<u>529.059</u>
Total débit		FC 855.138
Moins: retenues sur appointements	FC 35.000	
notes de crédit diverses	120.590	
décompte de licenciement	<u>412.275</u>	<u>567.865</u>
Solde au 31 août 1962		FC 287.273
Corrections à facturer après contrôles:		
Rectification décompte de licenciement	FC 42.577	
Valeur construction de son habitation	318.074	
Facture non comptabilisée	<u>1.258</u>	<u>361.909</u>
Total		FC 649.182

Il convient de mentionner aussi que pendant le contrôle des pièces justificatives des tirages en devises de M.B. Matekete, le Conseiller principal comptable M.H. Noten nous a remis la facture d'Air Congo No. 62/1001 févr. 1962 concernant le transport Brux-Léo de la famille de l'agent de l'OCA M.J. Heins, prétendant que sa contravaleur a été payée en devises par M. Matekete à Bruxelles. Après vérification, nous avons constaté que cette facture a été comptabilisée en décembre 1962 au crédit du Compte 540 p/e d'Air Congo (écriture au Journal No. 152).


.../20

CONCLUSIONS

Après cette énumération plus ou moins longue et détaillée des anomalies déjà décelées et constatées dans la vérification de la comptabilité de l'OCA, quelques conclusions peuvent être tirées.

L'Administration de l'OCA exercée par M. Boniface Matekete durant la période biennale contrôlée (1962-1963) a une double caractéristique. D'une part, manque d'esprit de "bon père de famille", d'autre part, "abus de pouvoir."

Ses tirages en devises pour la couverture de besoins personnels, sans l'autorisation du Conseil Monétaire, s'élèvent d'après nos calculs à FB 625.100, desquels la contrevaletur de FB 552.900 n'a pas encore été facturée. Au cours actuel, cette dette s'élève à FC 1.990.400. D'autre part, ses excès de tirages pour indemnités diverses non justifiées ou non approuvées par l'Administration Centrale ont été calculées à au moins FC 804.400. En ajoutant à ces montants sa dette envers l'OCA déjà facturée qui, par suite de la construction d'un bassin de natation à son habitation ainsi qu'à d'autres achats pour son compte et divers débits de ses comptes, s'élève à la somme appréciable de FC 2.251.900, nous arrivons à une dette de l'ordre de 5 millions de FC dont l'importance ne nécessite pas de commentaires.

Par ailleurs, les dettes envers l'OCA des trois Directeurs MM. Djé Come, Ed. Alamazani et P. Niny s'élèvent respectivement à FC 738.700, 955.000 et 2.036.200, soit au total FC 3.729.900, et celle de l'ex-Directeur M. Jacques Massa à FC 649.200.

Par conséquent, le total général (après addition des FC 13.000 dûs par M.S. Salabiaku) des capitaux de l'OCA investis par ses dirigeants (excepté en ce qui concerne M. Yuma, Directeur actuel du Personnel, pour lequel nous manquons d'éléments) pour leurs besoins personnels s'élève, selon nos calculs, à approximativement neuf millions et demi de francs congolais (FC 9.438.800).

Léopoldville, 12 mars 1964

l'expert


Alexandre STATHIS
Fonctionnaire auprès de l'ONUC

RAPPORT SUR LA VERIFICATION DE LA
COMPATABILITE DE L'OFFICE DES CITES AFRICAINES

Ayant été désigné pour vérifier la comptabilité de l'Office des Cités Africaines "OCA," j'ai l'honneur de communiquer ce qui suit:

La vérification de la comptabilité de l'OCA, pour la période biennale 1962-1963, qui a commencé depuis le 7 décembre 1963, n'a pu être achevée jusqu'à ce jour, par suite non seulement du manque de bonne volonté de la part du Gestionnaire de l'OCA et de certains de ses collaborateurs, mais aussi de certaines actions de ceux-ci contre le vérificateur dans l'intention d'entraver et même de suspendre le contrôle de leur gestion. En effet, dans cette intention, ils ont eu recours à toutes sortes d'empêchements; mais je ne voudrais pas m'entretenir plus amplement de cette question personnelle, mon but principal étant de faire état d'anomalies déjà décelées qui nécessitent peut-être l'adoption de certaines mesures pour la sauvegarde de l'intérêt financier public.

j'aurais bien voulu débiter mon rapport par une introduction sur la nature des activités de l'OCA et sur l'apport prévu au développement général de l'économie congolaise, ainsi que par un bref compte rendu de ces activités durant la période qui a précédé le contrôle. Malheureusement, notre demande des documents y relatifs, à savoir du statut de l'OCA et de ses rapports annuels, s'est heurtée au refus catégorique du Gestionnaire de l'OCA. Par conséquent, je me trouve obligé de procéder à l'exposition directe des vues que j'ai recueillies du contrôle, sans aucun préambule.

APPRECIATION GENERALE DE L'ORGANISATION
COMPTABLE DE L'OCA

En matière de comptabilité proprement dite, il faudrait tout d'abord signaler la tenue défectueuse des comptes de l'OCA ainsi que le retard qui existe à la remise au point de ses livres de comptabilité et surtout à la régularisation des écritures en suspens qui se rapportent à des tirages et des imputations au débit du Gestionnaire de l'OCA et de certains de ses collaborateurs.

A titre d'exemple, je mentionne le fait que le chapitre 5 du plan comptable de l'OCA, "Tiers débiteurs et créditeurs," comporte des rubriques générales sans sous-rubriques et fiches particulières pour chaque

débiteur et créancier. De cette manière, il est très difficile, sinon impossible, de contrôler le sort d'une facture, à savoir si elle reste en souffrance ou si elle a été acquittée, à moins qu'on ne connaisse la date de son acquittement. Il est à mentionner que les méthodes hors livres comptables en application sont extrêmement dangereuses et illégales et peuvent mener à des contestations.

Quant au retard à la mise à jour de la comptabilité de l'OCA qui, à bon droit, peut être considéré suspect, je signale plus particulièrement le cas de l'absence jusqu'à ce jour du bilan du 31 décembre 1962. C'est une irrégularité de base qui entrave le contrôle de la gestion financière de l'OCA, et qui empêche la confirmation de toute anomalie constatée. Malgré nos réclamations continuelles dès le premier jour du contrôle, ce bilan ne nous a pas été présenté jusqu'à ce jour, - les différentes justifications et les prétendues mesures du Gestionnaire de l'OCA s'étant avérées fallacieuses - ce qui entraîne une responsabilité très grave de l'administration de l'OCA qui, pour le moins, a fait preuve d'une négligence inadmissible.

D'autre part, par suite de la défectuosité du système comptable appliqué et en particulier de l'absence complète d'une méthode d'autocontrôle comptable, plusieurs omissions ont été constatées. Certaines de celles-ci peuvent être attribuées à l'inadvertance ou à la négligence de certains employés de l'OCA, qui se sont produites par suite du manque de l'autocontrôle précité, tandis que d'autres peuvent être dues à des raisons différentes.

A titre d'exemple, je mentionne le cas de l'émission de factures au débit du Gouvernement - pour des travaux exécutés en 1962 - datées du 31 décembre 1962, qui n'ont pas été expédiées (l'attache en fer ayant été rouillée avec la rouille empreinte sur l'original des factures) jusqu'au contrôle, les sommes y afférentes restant en souffrance, par suite de ces négligences. Il semble que l'attention du Gestionnaire de l'OCA est concentrée sur d'autres sujets.

D'autre part, par suite de la défectuosité en ce qui concerne le chapitre 5 du plan comptable de l'OCA et la nonchalance de son service à procéder à la facturation des travaux exécutés pour compte des dirigeants de l'OCA et d'autres dettes de ceux-ci envers l'OCA, des sommes très importantes redevables à l'OCA restaient jusqu'au contrôle ou restent toujours en souffrance. Il va sans dire qu'apparemment cette dernière nonchalance est de propos délibéré selon la volonté des intéressés. Nous reviendrons à ce sujet plus loin, lors de l'analyse détaillée des anomalies décelées jusqu'à ce jour.

En ce qui concerne la vérification de l'exercice 1963, il est à signaler que le retard existant dans la comptabilisation de cet exercice rend plus ou moins inefficace le contrôle de cette période, celui de la caisse étant insuffisant.

A propos, il convient de signaler que la responsabilité tant pour l'organisation déficiente de la comptabilité de l'OCA que pour le retard de sa mise à jour, doit être imputable au Conseiller Comptable principal. Il semble que ce Conseiller, qui se caractérise par un esprit centralisateur, au lieu de limiter son activité au perfectionnement de l'organisation comptable de l'OCA ainsi qu'à guider et à introduire le personnel compétent congolais aux secrets de la comptabilité, s'occupe à concentrer toutes les fonctions administratives y afférentes et à cumuler entre ses mains tout le travail délicat de régularisation comptable. De cette manière, vu l'impossibilité d'accomplir la totalité de ces fonctions, le résultat sera toujours: d'une part le retard continu à la mise à jour de la comptabilité de l'OCA, et d'autre part le maintien de l'inexpérience du personnel congolais. Néanmoins, il ne faudrait pas ignorer le fait que le vrai responsable de cet état des choses n'est que le Gestionnaire de l'OCA, qui tolère cette situation pour la simple raison que ce Conseiller semble être disposé à couvrir, au point de vue comptable, tout excès d'administration du Gestionnaire. D'ailleurs, ce dernier vient d'installer aux fonctions de Directeur de Comptabilité de l'OCA, ce Conseiller, contrairement aux dispositions du règlement de l'OCA, ces fonctions ne pouvant être remplies que par un fonctionnaire de nationalité congolaise.

Après cette brève appréciation générale de l'organisation comptable de l'OCA, venons-en maintenant à l'examen plus détaillé de la matière déjà vérifiée, en énumérant en même temps les anomalies constatées par rapport aux pièces justificatives contrôlées.

VERIFICATION DU COMPTE DE L'OCA AUPRES DE LA BANQUE BELGO-CONGOLAISE A BRUXELLES

Le mouvement du compte de l'OCA auprès de la Banque Belgo-Congolaise à Bruxelles, qui, vu l'importance que comporte pour le pays l'administration des devises disponibles, a fait l'objet d'un contrôle serré, présente l'image suivante (en milliers de FB):

<u>Crédit du compte</u>		<u>Débit du compte</u>	
Solde au 1er janvier 1962	912,6	Transferts en f/agents étr.OCA	4.108.-
Virements de la CEE	1.334,1	Divers paiements compte agents étr.	122,2
Provisions approuvées pr transferts en f/agents étr. OCA	4.400.-	Fr.de transport agents étr.OCA	157,2
Remises de l'OCA par l'entremise du Conseil Monétaire	166.-	Virements f/M.Fr.Leuriaux	816,6
Intérêts bancaires	3,2	Loyer bureau à Bruxelles	24.-
		Virem. f/M.B. Matekete	372,3
		f/M. Ed. Alamanzani	90.-
		f/M. Djé Come	25.-
		f/M. H. Noten	80.-
		f/M. L. Kelkermans	245.-
		Paie. CEEAC (achat voiture compte M.Matekete)	127,8
		Paie.Ets.Plasman (achat 2 voit.)	200.-
		Divers	20,6
			6.388,7
		Solde pr balance 31/12/63	427,2
			6.815,9
TOTAL	6,815,9		

L'examen de la première partie de ce compte par rapport aux documents y afférents mis à notre disposition démontre que ce compte est crédité par deux sources d'approvisionnement.

1. Par des virements de l'OCA, après autorisation du Conseil Monétaire pour la couverture de besoins bien déterminés;
2. Par le virement de 20% des travaux exécutés et facturés à la Communauté Economique Européenne, ce pourcentage en devise étant accordé pour la couverture de ses dépenses d'activité productive encourues en devises (rémunération du personnel étranger, etc.)

Par conséquent, l'utilisation de devises n'est permise par aucune de ces sources d'approvisionnement pour la couverture des besoins personnels des dirigeants de l'OCA.

Venons-en maintenant au résultat de l'examen de l'utilisation des devises disponibles à l'OCA en analysant chaque rubrique du débit de ce compte par rapport aux pièces justificatives contrôlées.

Les trois premières rubriques s'expliquent d'elles-mêmes sans commentaires supplémentaires. Néanmoins, il faudrait y ajouter que les frais de transport d'agents étrangers de l'OCA ne représentent pas la totalité de cette catégorie de dépenses, des sommes additionnelles en monnaie locale ayant été versées directement aux agents locaux des compagnies de transport après autorisation du Conseil Monétaire.

L'analyse de l'utilisation des virements en faveur de M. Francis Leuriaux, agent de l'OCA à Bruxelles, par rapport à ses décomptes, donne les résultats suivants (en milliers de Frs. B.):

Versements au Gestionnaire M.B. Matekete	60.-	
Paiement frais hôtel " "	16,9	
Frais transport sur place " "	8,5	
Achat valise, malette, garn.bureau "	<u>5,7</u>	91,1
Paiement tickets enfants M. Ed. Alamanzani	43.-	
Paiement (Mme Heleu) compte " "	13,8	
Paiement frais hôtel	<u>0,7</u>	57,5
Avance MM. L. Kelkermans (5), D. Visart (10)		15.-
Paiement compte OCA Mire Lepaffe (sans reçu)		80.-
Achat pièces rechange et divers compte OCA		111,6
Paiement tickets et bagages agents OCA et familles (manque pièce justificative paiement SABENA frs. 9.865)		91,1
Paiement primes étudiants, fonctionnaires OCA		6.-
Frais engagement techniciens belges OCA		3,4
Poste-télégrammes-Téléphone		48,7
Frais divers bureau OCA Bruxelles		66,6
Avance s/traitements 15/5/61-30/9/61 (?)		50.-
Allocations familiales 15/5/61 - 31/10/62		63.-
Frais médicaux		23,6
Indemnité kilométrique (double paiem. frs. 8512 inclus)		62.-
Reste en caisse ou à justifier		<u>47,0</u>
	TOTAL	<u>816,6</u>

.../5

D'autre part, la somme de 80 mille FB versée à M. Henri Noten est justifiée comme suit, par rapport à son décompte: (en milliers de FB)

Frais de mission à Bruxelles du 13-29/12/62 de MM.H.Noten, Ant.Massa et L. Kelkermans, soit 17 jours à une somme forfaitaire de FC 18.000 à chacun	54.-
Frais de logement MM. H. Noten et Ant.Massa	6,2
Frais divers	9,8
Remise à M. François Leuriaux (à débiter son compte)	<u>10.-</u>
TOTAL	<u>80.-</u>

L'utilisation des virements en faveur de M. Léop. Kelkermans, technicien de l'OCA, par rapport à son décompte, donne les résultats suivants (en milliers de FB):

Achat mobilier M.B. Matekete	60.-	
Remises compte M.B. Matekete	<u>93.6</u>	153,6
Remise compte M. Yuma		2,8
Remise compte M. Djé Come		7.-
Achat pièces rechange compte OCA		20.-
Location voiture, essence et frais de transport		15,9
Indemnité de mission (décembre 1963)		15.-
Frais médicaux (mai 1963)		15,7
A débiter son compte		<u>15.-</u>
TOTAL		245.-

M. Ed. Alamanzani, Directeur de l'OCA, a donné le décompte suivant en ce qui concerne l'utilisation de la remise faite en sa faveur lors de sa mission à Bruxelles du 7 au 18 août 1963 (en milliers de FB):

Indemnité de mission, 12 jours à \$40.- ou FB 1.990	23,9
Frais d'hôtel	15,2
Frais de déplacement (taxi)	2,7
Paiement compte M.B. Matekete (enfants)	26.-
Paiement compte M. Djé Come (épouse)	<u>22,2</u>
TOTAL	90.-

En ce qui concerne le versement à M. Djé Come, Directeur de l'OCA, de 25 mille Frs. B., aucun décompte ne nous a été présenté relativement à ses frais de mission à Bruxelles.

Enfin, suivant les décomptes présentés par M.B. Matekete, il faudrait en déduire de ses tirages en devises les montants suivants: (en milliers FB):

Versement à M.J. Maers, Architecte de l'OCA, frais de mission à Addis Ababa (avril 1962)	13,8
Versement à M.M. Tapproge, Architecte de l'OCA, frais de mission à Paris (août-sept. 1962)	16,8
Paiement de ses frais de transport Bruxelles-Allemagne	<u>5,4</u>
TOTAL	36.-

.../6

PH

En récapitulant les tirages de l'OCA sur son compte auprès de la Banque Belgo-Congolaise à Bruxelles, après reclassement des virements y relatifs, suivant les décomptes présentés par les mandataires de ces tirages, nous arrivons aux chiffres suivants (en milliers de Frs. B.):

Transferts en faveur agents étrangers de l'OCA	4.108.-
Divers paiements compte agents étrangers de l'OCA	423,5
Frais de transport agents étrangers de l'OCA et familles	253,7
Frais de mission agents étrangers de l'OCA	131,5
Frais de poste-télégrammes-téléphone bureau OCA Bruxelles	48,7
Frais divers bureau OCA Bruxelles	94.-
Divers achats compte OCA Léopoldville (2 voitures incluses)	331,6
Virements et tirages compte M.B. Matekete, Gestionnaire	734,8
M. Ed. Alamansani, Directeur	99,2
M. Djé Come, Directeur	54,2
Versements compte M. Yuma, Directeur	2,8
Versement Mire Lepaffe, Bruxelles (sans pièce justificative)	80.-
Divers	26,7
TOTAL	6.388,7

En vue de rendre explicites les classifications enregistrées, nous donnons ci-après quelques éclaircissements.

a. Sous la rubrique "divers paiements compte agents étrangers OCA" ont été inclus: les versements effectués par M. Francis Leuriaux à MM. Kelkermans et Visart et par M. H. Noten à M. Francis Leuriaux, les frais médicaux et le tirage direct de M. Kelkermans, les virements en faveur de M. Francis Leuriaux pour ses traitements, allocations familiales, frais médicaux et indemnité kilométrique (frais de déplacement) ainsi que le solde de sa caisse à justifier.

b. Sous la rubrique "Frais de transport agents étrangers OCA," sont inclus aussi les frais de transport de bagages d'agents OCA non accompagnés.

c. Sous la rubrique "Frais de mission agents étrangers OCA," sont inclus tous les frais supplémentaires accordés à des agents étrangers de l'OCA indépendamment de leur octroi justifié ou non, comme p.e. les frais de logement et frais divers accordés à MM. H. Noten et A. Massa en plus de leur indemnité de mission, déjà supérieure à l'indemnité réglementaire accordée aux fonctionnaires congolais en mission à l'étranger.

d. Les "Frais de poste-télégrammes-téléphone" du Bureau de l'OCA à Bruxelles ont été séparés des autres frais de fonctionnement de ce bureau par suite de leur montant exorbitant.

e. Sous la rubrique "virements et tirages compte M.B. Matekete, Gestionnaire de l'OCA", a été incluse aussi la valeur de la voiture "Ford-Comet" achetée par l'OCA des Ets. CEGRAC à Bruxelles pour compte personnel de M.B. Matekete, la valeur de cette voiture s'élevant à FB 127,800.

MISSIONS A L'ETRANGER DE M. BONIFACE MATEKETE,
GESTIONNAIRE, ET UTILISATION DES DISPONIBILITES DE L'OCA
EN DEVISES POUR LA COUVERTURE DE SES BESOINS PERSONNELS

De ce qui précède, il résulte que M.B. Matekete a tiré du compte de l'OCA auprès de la Banque Belgo-Congolaise à Bruxelles, la somme de FB 734.800 sur un total de tirages de l'OCA de 6.338.700 FB, soit 11,5% du total.

Voyons maintenant comment ces tirages ont été justifiés:

D'après les décomptes signés par M.B. Matekete, durant la période biennale 1962-63, celui-ci a participé, en sa qualité de chef de mission, aux missions suivantes:

1. Mission à Bruxelles, engagement 5 techniciens, 19/1-21/2/62, soit 34 jours.
2. Mission à Addis-Abeba, Congrès sur l'habitat, 6-28/4/62, soit 23 jours
3. Mission à Paris, Congrès Mondial pr l'habitat, 24/8-11/9/62, soit 19 jours.
4. Mission à Bruxelles, dossier Contentieux, 22/5-2/6/63, soit 11 jours.
5. Mission à Bruxelles, dossier Contentieux, 21/7-17/8/63, soit 28 jours.
6. Mission en Allemagne avec séjour à Bruxelles 3/8-17/8/63, soit 15 jours.

Les indemnités qu'il a justifiées sont les suivantes:

a)	1ère mission à Bruxelles \$45 p/jour, soit FB 2250 x 34 + FB23.500 —	100.000
b)	2ème mission à Addis Abeba, \$30 p/jour, soit FB1.500 x 23 + FB1.700 —	36.200
c)	3ème mission à Paris, \$35 p/jour, soit FB 1.750 x 19 —	33.250
d)	4ème mission à Bruxelles, \$35 p/jour, soit FB1.750 x 11 + FB 750	20.000
e)	5ème mission à Bruxelles, \$35 p/jour, soit FB 1.750 x 28 + FB 1.000	50.000
f)	6ème mission en Allemagne, \$55 p/jour, soit FB 2.750 x 15 + FB8.427	49.677
FB TOTAL		<u>289.127</u>

Il est à remarquer que les dates des deux dernières missions coïncident.
Il ne s'agit donc en réalité que d'une seule mission.

En outre, durant son séjour à Bruxelles au début de l'année 1962, il se fait payer par l'agent, de l'OCA à Bruxelles, M. Francis Leuriaux, ses frais d'hôtel de 7.018 FB., ses frais de transport sur place de 8.512 FB et le coût d'une valise et d'une mallette pour son usage personnel, soit

.../8

1.524 FB. De plus, en 1963, il se fait payer par le même agent de l'OCA, ses frais d'hôtel de 9.890 FB et le coût des garnitures de bureau et d'une valise achetées pour son propre usage, soit 4.158 FB.

Passons au barème réglementaire accordé par la Loi Congolaise aux agents en mission.

D'après l'arrêté ministériel 91/1148/25 sept. 1961, l'indemnité accordée aux agents congolais chargés de mission de 1ère classe était fixée à 300 frs. par jour pour la Belgique et les pays d'Afrique. Cet Arrêté a été modifié par l'amendement 91/353/5 mars 1962, et l'indemnité de mission étant portée à \$12 par jour, quelle que soit la catégorie des agents en mission, tant pour l'Europe que pour l'Afrique. Enfin, par l'arrêté du 5 janvier 1963, l'indemnité de mission a été portée à \$20 par jour (quelle que soit la catégorie des agents chargés de mission) et une indemnité additionnelle, dite de représentation, de \$15 par jour a été accordée aux chefs de mission. Par conséquent, les indemnités de mission auxquelles M.B. Matekete a droit sont les suivantes:

a)	Pour la 1ère mission à Bruxelles, 34 jours x 300 frs B	—	FB 10.200.-
b)	2ème à Addis-Abéba 23 jours x 600 FB	—	13.800.-
c)	3ème à Paris 19 jours x 600 FB	—	11.400
d)	4ème à Bruxelles 11 " x 1.750	—	19.250
e)	les 5ème et 6ème missions à Bruxelles et en Allemagne 28 jours x 1.750	—	<u>49.000</u>

soit au total FB 103.650

En déduisant ce montant total de la somme totale des tirages en devises de M. Matekete, (moins virements de FB 6.000 en faveur des enfants de M. Matekete, après autorisation du Conseil Monétaire) nous arrivons à la constatation de la première anomalie commise par M.B. Matekete, qui consiste en l'utilisation de la somme de 625.100 FB pour la couverture de ses besoins personnels, tirés sur les disponibilités de l'OCA en devises destinées à couvrir les besoins d'activité productive de cet organisme. Il est à mentionner que cette anomalie est bien grave étant donné la pénurie en devise dont l'économie congolaise souffre.

Durant le contrôle, nous avons demandé M.B. Matekete de nous présenter les autorisations ministérielles pour ses missions à l'étranger. En réponse, M.B. Matekete nous a présenté une seule autorisation signée par le Ministre des Affaires Sociales en date du 20 mai 1963, par laquelle M.B. Matekete avait la latitude de se rendre à Bruxelles pour le recrutement de techniciens du 22/5 au 2/6/63. Par la même "proposition de mission officielle à l'étranger", le Ministre des Affaires Sociales autorise le Gestionnaire de l'OCA à retirer une indemnité totale de mission de 45 dollars par jour qui surpasse la limite de l'indemnité pour les chefs de mission à 35 dollars, fixée par l'arrêté 91/353/5 mars du Ministre de la Fonction Publique. Il est étonnant que M. le Ministre des Affaires Sociales (ex-fonctionnaire supérieur de l'OCA) accorde à son subordonné une indemnité supérieure à celle à laquelle lui-même aurait droit s'il dirigeait la même mission.

Après son retour de la première mission en Belgique, il retire en outre de la caisse de l'OCA 50.000 F.C. pour frais de mission en Belgique (45.000 FC le 28/2/62 et 5.000 FC le 16 mars 1962) en justifiant 22 jours de mission, tandis qu'à son décompte pour son tirage en devises en Belgique (pour la même mission) il justifie 34 jours. Ce dernier fait porte à se méfier des déclarations de créance de M.B. Matekete, même pour le nombre de jours de ses missions. Un contrôle incontestable est donc requis à ce sujet sur la base des visas qui figurent à son passeport. D'après lui, son passeport se trouve déposé auprès du Service compétent de la Sécurité congolaise, d'où il l'aurait le retirer pour cette vérification. En ce qui concerne le double tirage en FB et en FC pour ses frais de mission à Bruxelles, il s'agit d'un vrai détournement.

Le 20 avril 1962, après son retour d'Addis-Abéba, M. Matekete reçoit de la caisse de l'OCA la somme de 28.400 FC, contre valeur de \$142 (au cours du marché libre de 200 FC par dollar), pour frais supplémentaires de sa mission. Il est étonnant qu'il oublie ce fait et dans sa note de créance pour son indemnité de mission, il marque comme jour de retour d'Addis-Abéba le 28 avril 1962 (comparer avec les dates mentionnées ci-haut pour ses missions).

Le 19 septembre 1962, après son retour de mission, il retire aussi de la caisse de l'OCA 8.400 FC pour indemnité de mission à Paris (26/8-16/9/62), soit 19 jours à raison de 400 FC par jour.

En ce qui concerne la voiture achetée par l'OCA pour compte de M. Matekete, il convient de mentionner ce qui suit:

En janvier 1962, M.B. Matekete, dès son arrivée à Bruxelles, procède à l'achat pour son propre compte d'une superbe voiture Ford Comet au prix de 127.800 FC, en utilisant les disponibilités en devises de l'OCA auprès de la Banque Belge-Congolaise. D'après les pièces justificatives vérifiées, la valeur de cette voiture n'a jamais été facturée à M. Matekete. La facture No. 49/5/63 que M.H. Noten nous a présentée à ce sujet, (d'après une note manuscrite de lui-même trouvée dans le dossier) représente la contre-valeur d'achats divers en change libre de M. Kelkermans pour compte de M. Matekete, la valeur du mobilier acheté par M. Kelkermans pour compte de M. Matekete (FB 60.000) et les virements de FB 12.200 en faveur des enfants de M. Matekete.

En février 1963, il décide de vendre à l'OCA sa vieille voiture Vauxhall au prix de 160.000 frs. Il encaisse au comptant 70.000 FC (peut-être le prix réel de la voiture), et il laisse le solde de 90.000 FC à être porté à son crédit.

Entretemps, en décembre 1962, il envoie à Bruxelles le technicien M. Leop. Kelkermans, pour l'achat de 4 voitures d'occasion pour compte de l'OCA avec des devises achetées au marché libre, malgré que l'OCA disposait et dispose encore d'assez de disponibilités en devises pour couvrir le prix de ces trois voitures. Cette question fait l'objet d'une plainte déposée de M. Le Ministre des Finances.

En clôturant ce chapitre, nous notons qu'il reste à facturer au débit de M. Matekete, (compte 529) la contre valeur de FB 552.900 au cours actuel de 3,60 FC par FB, soit 1,990.400 FC plus les indemnités en FC requies en double, soit 57,800 FC; au total 2.078.200 francs congolais, sous la réserve que le nombre des jours de mission signalé par M. Matekete est exact.

VERIFICATION DE LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS DE L'OCA

Le contrôle a été limité à la vérification des comptes relatifs à l'année 1962, l'exercice de l'année 1963 n'étant pas encore comptabilisé.

De ce contrôle, nous avons constaté que

1. La valeur de la construction (maison) effectuée d'ordre et pour compte de M. Jacques Massa, ex-fonctionnaire supérieur de l'OCA et actuellement Ministre des Affaires Sociales, n'était pas facturée. Nous avons demandé l'enregistrement de cette dette, qui date de juin 1962, sur sa fiche tenue au service du Personnel.
2. La valeur de la construction du bassin de natation aménagé d'ordre et pour compte de M. Matekete à son domicile personnel, facturée en novembre 1962 pour la somme de FC 271.480.- a été finalement facturée le 31 décembre 1963 (c'est à dire après le commencement du contrôle) pour la somme de FC 1.286.928, l'écriture précédente ayant été annulée.
3. La construction de la maison de M. Niny Patrice a été originalement facturée en novembre 1962 pour la somme de FC 728.750 et finalement pour la somme de FC 2.219.392 (en décembre 1962) sans annulation du montant précédent qui ne figure pas à sa fiche personnelle.
4. La direction de Stanleyville procède en 1962 à la construction d'un Cinéma-Bar, d'ordre et pour compte de M. Nd. Alamazani (compte no. 253.126). Jusqu'en novembre 1962, la valeur de cette construction s'élève à FC 345.242. Aucun montant relatif à cette construction n'est passé au débit du compte de M. Alamazani. Le 13 décembre 1963, c'est à dire après le commencement du contrôle, M. Alamazani procède au paiement à l'OCA d'un loyer de six mois (juin-novembre 1963) de 12.000 FC pour la location de cet établissement (voir quittance no. 11481). Il est à noter que suivant le statut du personnel de l'OCA, chapitre III, article 10, l'exploitation d'un restaurant ou d'un bar est strictement interdite et est considérée in comptable avec les fonctions des agents de l'OCA.

PRIMES ET INDEMNITES SPECIALES ACQUISES PAR M.B. MATEKETE EN SES QUALITES DE GESTIONNAIRE ET DE PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION DE L'OCA

D'après les documents mis à notre disposition, M.B. Matekete a droit aux indemnités spéciales suivantes:

1. Une prime annuelle spéciale de 60.000 FC accordée sur décision de l'Administration Centrale (décembre 1960) en sa qualité de Gestionnaire de l'OCA.
2. Des jetons de présence au Comité de Direction de l'OCA en sa qualité de Président de ce Comité. Ces jetons sont accordés conformément à l'ordonnance présidentielle No. 59/14 juillet 1961 (Art. 7), leur montant devant être déterminé par le Ministre des Affaires Sociales.

En ce qui concerne la prime spéciale, il convient de mentionner qu'elle a été accordée au prédécesseur de M.B. Matekete (M. Ileo) et qu'elle a été cédée à celui-ci depuis le mois de septembre 1960, dès la reprise de ses fonctions de Délégué général de l'OCA. Initialement, elle se montait à 60.000 FC plus index (cherté de la vie) — 63.876 FC, soit 5.323 FC par mois, et elle a été incorporée à son traitement dès le mois de septembre 1960, sous la dénomination "frais de représentation." Au mois de juillet 1961, cette prime spéciale est augmentée rétroactivement à compter du mois de janvier 1961 à 100.000 frs. par an, soit FC 8.333 par mois, et continue d'être encaissée régulièrement par M.B. Matekete avec son traitement mensuel. Au mois de juillet 1963, M.B. Matekete envoie à la caisse une note et encaisse de nouveau en bloc la même indemnité comme elle a été réglée initialement sur la base actuelle de 60.000 FC plus index, soit pour la période de 1961-1962 la somme de 127.750 FC. C'est un double tirage de la même indemnité accordée au Gestionnaire de l'OCA.

Le 12 juillet 1963, il encaisse le traitement de deux mois pour congé compensatoire des années 1962 et 1963, auquel traitement sont ajoutés de nouveau les frais de représentation, soit pour les deux mois 16.666 FC. Il va de soi que cette indemnité spéciale étant fixée sur la base annuelle à 100.000 FC, ne peut pas faire l'objet d'une gratification compensatoire pour le congé annuel.

Mais M. Matekete considère cette prime spéciale comme une augmentation minuscule et insuffisante de son traitement et non pas comme une indemnité accordée précisément pour couvrir les frais additionnels encourus par suite de ses fonctions de représentant de l'OCA. Dans cette mentalité, en juillet 1962, il commence à encaisser des frais additionnels de représentation tantôt pour couvrir des frais encourus, tantôt parce qu'il considère la prime accordée comme insuffisante, et il encaisse le 31 juillet 1962 50.000 FC, le 11 août 1962 29.000 FC, le 31 août 1962 25.000 FC et le 11 mars 1963 (pour réception des autorités) 10.000 FC, soit au total 114.000 FC.

En mars 1963, par suite apparemment des protestations de ses collaborateurs directs qui ne bénéficient pas des privilèges du Président, il décide de généraliser l'octroi d'une allocation spéciale, toujours pour frais de représentation, à lui-même et à ses collaborateurs directs, allocation fixée rétroactivement, à compter du mois de novembre 1962, sur la base mensuelle de 8.000 FC pour lui-même, 5.000 FC pour son adjoint direct M. Djé Come et 4.000 FC pour les autres Directeurs. Il convient de mentionner que l'octroi de cette indemnité spéciale n'est basé sur aucune autorisation officielle de l'Administration Centrale. Jusqu'au 31 décembre

1963, M.B. Matekete a encaissé au total, au titre de cette allocation, la somme de 112.000 FC. Donc le total général des frais de représentation encaissés en plus des frais accordés par l'Administration Centrale s'élève à 370.400 FC.

En ce qui concerne les jetons de présence accordés selon l'Ordonnance Présidentielle du 14 juillet 1961, quoique leur montant devait être déterminé par le Ministre des Affaires Sociales, M. Matekete, en sa qualité de Gestionnaire de l'OCA, prend lui-même l'initiative et par sa décision du 20 novembre 1961 fixe le taux de ces indemnités à liquider semestriellement comme suit:

Président	50.000.-
Délégué permanent du Président	35.000
Autres membres du Comité de Direction	25.000

Cette décision du Gestionnaire de l'OCA, qui a pris un aspect solennel, ayant été polycopiée, officiellement communiquée et semble-t-il approuvée par l'Administration Centrale, n'a jamais été respectée par le Gestionnaire lui-même. Les montants y relatifs ont été augmentés dès sa première application, et le 12 juin ainsi que le 8 novembre, chacun des paiements semestriels ont été effectués comme suit:

Président: 75.000.- Délégué du Président (M. Djé) 40.000.- Chef Comptable (M. Salabiaku) 30.000.- et à chacun des 3 Directeurs (MM. Niny, Alasazeni et Yuma) 25.000 FC. Pour l'année 1963 nous n'avons pas trouvé un versement pareil. Il semble que cette indemnité a été incorporée au traitement mensuel de chaque bénéficiaire.

Mais M. Matekete, quoique l'OCA lui accorde une voiture de luxe avec chauffeur et l'essence requise, pour la raison qu'il utilise aussi quelquefois sa propre voiture, il se fait encaisser mensuellement une somme forfaitaire de 10.270 FC comme indemnité kilométrique. Régulièrement cette indemnité est payée suivant le kilométrage parcouru par les fonctionnaires qui utilisent leur propre voiture pour des raisons de service. Le 13 décembre 1962, il encaisse 30.810 FC pour les mois de septembre, d'octobre et de décembre 1962 et ensuite mensuellement 10.270 FC jusqu'au mois de décembre 1963, date à laquelle il augmente cette indemnité kilométrique à 12.700 FC. Pour la période de septembre 1962-décembre 1963, il a encaissé au total la somme de 146.210 FC (le mois de mars 1963 n'ayant pas été payé). Etant donné le fait que l'OCA garde à la disposition du Gestionnaire une voiture de luxe avec tous les frais de déplacement payés, cette somme doit être considérée récupérable par l'OCA en sa totalité.

En somme, le montant total des indemnités spéciales non justifiées que M.B. Matekete a encaissées s'élève à 566.600 FC.

INDEMNITES DE MISSION A L'INTERIEUR DU CONGO

Le manque d'esprit de "bon père de famille" dans l'administration de l'OCA dont fait preuve M.B. Matekete, se fait ressentir aussi dans la vérification des indemnités payées pour les missions à l'intérieur du pays.

Jusqu'au 4 décembre 1962, ce n'est que figurativement que le barème gouvernemental des 400 FC par jour de mission est respecté. En réalité, ce barème n'est presque jamais appliqué par les dirigeants de l'OCA. Depuis le 4 décembre 1962, le système de ces indemnités change sans aucune autorisation de l'Administration Centrale et plus particulièrement du Ministère de la Fonction publique, compétent en l'occurrence. La nouvelle réglementation de l'OCA, mise en vigueur par décision de M. Matekete du 4 décembre 1962, prévoit le paiement à l'agent en mission du montant forfaitaire de 4.000 frs. pour les missions de 1 à 7 jours et de 8.000 FC pour les missions de 7 à 15 jours en plus des frais de logement qui sont assumés par l'OCA. Même cette réglementation n'est pas respectée par M. Matekete.

Ainsi, M. Matekete encaisse le 17 mars 1962 pour indemnité de 5 jours de mission à Stanleyville, le montant de 3.000 FC (5 jours x 600 FC).

Le 20 juin 1962, M. Matekete encaisse d'une part 4.000 FC pour frais de mission à Stanleyville et Bukavu (10 jours x 400 FC) et d'autre part 37.870 FC pour tous les frais encourus durant cette mission.

Le 22 janvier 1963, M. Matekete encaisse 10.000 FC pour indemnité de mission à Kikwit et le 8 février 1963 encore 5.000 FC pour la même mission comme indemnité de séjour du 22/1 au 27/1/63 (soit 5 jours) à Kikwit.

Le 27 février 1963, il encaisse 26.000 FC pour divers frais (réception, etc.) de mission à Bakwanga, et le 5 mars 1963 4.000 FC de plus pour indemnité de séjour à Bakwanga.

Enfin le 3 mai 1963, une somme forfaitaire de 150.000 FC est payée à M. Matekete sous forme d'indemnité spéciale additionnelle, pour toutes les missions effectuées à l'intérieur et l'extérieur du Congo durant la période 1962-1963.

Ce dernier montant au moins, versé sans l'autorisation de l'Administration Centrale, doit être considéré récupérable par l'OCA.

CONSTATATION DE CERTAINES ANOMALIES CONCERNANT
M. ED. ALMAZANI, DIRECTEUR DE L'OCA

Malgré que, par suite de certains refus des dirigeants de l'OCA, nous n'ayons pas pu vérifier entièrement la comptabilité de la Direction provinciale de Stanleyville, nous avons pu néanmoins déceler les anomalies suivantes qui se rapportent à M. Ed. Almazani, Directeur provincial à Stanleyville jusqu'au mois d'août 1963.

1. En février 1962, M. Ed. Almazani, se trouvant à Léopoldville, encaisse de l'Administration centrale de l'OCA le montant de FC 60.000 pour l'achat de deux machines à écrire (note de débit de l'OCA, AC no. 42/22.2.62). Après son retour à Stanleyville, il procède à l'achat de ces deux machines à écrire pour la somme de FC 73.600 et il se fait rembourser par l'OCA Stanleyville, le total de ce montant (ordre de paiement de l'OCA, Stanleyville no. 104/24.7.63).

2. Le 16 mai 1962, sur la base de la circulaire de M.B. Matekete du 20 nov. 1961, il encaisse de l'OCA Stanleyville le montant de FC 25,000 pour indemnité du 1er semestre 1962 en sa qualité de membre du Comité de Direction de l'OCA (ordre de paiement de l'OCA, Stanleyville no. 65/16 mai 1962). Le 24 juillet 1962, sur la base de la lettre de l'Administration centrale de l'OCA du 17 juillet 1962, il procède à l'encaissement de la même somme et pour la deuxième fois (ordre de paiement de l'OCA, Stanleyville no. 104/24.7.62).

3. D'après les reçus mentionnés ci-dessous, signés par M. Ed. Alamazani, celui-ci a encaissé de l'OCA Stanleyville, sous forme d'avances pour frais de mission, les montants suivants:

le 16 juin 1962 PD 90/62 pour frais diverses missions	FC 50.000
le 7 sept. 1962 PD 156/62 pour frais mission à Paulis	50.000
le 14 oct. 1962 PD 186/62 pour frais mission à Léopoldville	50.000
le 22 fév. 1963 PD ... pour frais mission à Leo et Eville	<u>100.000</u>
Total	<u>FC 250.000</u>

D'autre part, M. Ed. Alamazani a aussi encaissé de Stanleyville et de l'Administration centrale de l'OCA à Léopoldville pour les frais réglementaires de ces mêmes missions, les montants suivants:

le 6/6/62 PD ... (A.C.) frais séjour à Léopoldville	FC 4.000
le 14/10/62 PD 186/62 (Stan.) frais mission à Paulis 7/9-18/9/62	4.400
le 22/8/62 PD ... (A.C.) frais séjour à Léopoldville	4.800
le 13/11/62 PD ... (A.C.) " " "	11.200
le 9/2/63 " (Stan.) " mission à Léo. 1/2-6/2/63	4.000
le 9/3/63 PD 72/63 (A.C.) " " a Eville 23/2-11/3/63	17.000
le 25/6/63 PD 228/63 (A.C.) " " à Léo. et Eville 15/6-30/6/63	<u>6.363</u>
Total	<u>FC 51.763</u>

Il y a donc détention irrégulière de la somme totale de FC 250.000 tirée de la Direction de Stanleyville sous forme d'avances que M. Ed. Alamazani est tenu de restituer à l'OCA.

4. Le 2 mai 1963, M. Ed. Alamazani a encaissé le montant forfaitaire de FC 60.000 sous forme d'indemnité spéciale pour "diverses missions effectuées à l'intérieur de la république du Congo, en vue de l'extension des activités de l'OCA, pendant la période de 1962-63", selon la décision administrative y afférente du Gestionnaire de l'OCA M.B. Matekete. Etant donné que cette décision n'a pas été approuvée par le Ministère des Affaires Sociales, le paiement précité doit être considéré indûment exécuté sous la responsabilité du Gestionnaire de l'OCA et par conséquent récupérable par l'OCA aux dépens du Gestionnaire de l'OCA.

5. Le compte personnel de M. Ed. Alamazani auprès de l'OCA se présente débité à multiples reprises pour l'achat et le transport à Stanleyville de vivres en quantités considérables. Ce fait confirme que M. Ed. Alamazani exploite un restaurant contrairement aux dispositions du Statut du Personnel, chapitre III, art. 10 (voir ci-haut page 11, point 4).
6. En ce qui concerne la gérance de la Direction de Stanleyville, il convient de mentionner que par la facture no. 279/16.11.62, le Bar Kisangani est débité de FC 497.101 pour travaux exécutés du 1er janvier au 30 juin 1962. Sous le même numéro et à la même date, une deuxième facture est émise par laquelle le Bar Kisangani est débité de FC 173.847 pour travaux exécutés du 1er janvier au 30 juin 1962. Il est évident que l'émission de cette deuxième facture, sans aucune mention de l'annulation de la précédente, doit être considérée comme facture supplémentaire et que par conséquent le Bar Kisangani devrait être considéré débiteur envers l'OCA pour le montant total des deux factures, ce qui n'apparaît pas aux livres de l'OCA.
7. M. Ed. Alamazani, en sa qualité de Directeur-gérant de l'OCA Stanleyville, a procédé à la vente de "six véhicules à moteurs hors d'usage" (1 camion Ford, 1 camion Intern., 2 bennes Intern., 1 camionnette Intern. et 1 voiture Ford) aux prix de FC 300.000 (facture no. 34/9.7.63), d'un lot "de pièces usagées (block-moteurs) hors d'usage et mitrals", au prix de FC 40.000 (facture no. 35/13.7.63) ainsi que de "7 carcasses de camion international et divers lots de pièces de rechange "International C.M. et Willy" au prix de FC 200.000, soit au total FC 540.000. Cette vente a été effectuée sans que la procédure de la "vente aux enchères" requise par la loi soit suivie. D'autre part, l'existence d'une autorisation du Gestionnaire de l'OCA relative à ce sujet n'a pas été avérée, cas dans lequel la responsabilité devrait être imputée à ce dernier.
8. Enfin, en ce qui concerne l'utilisation des disponibilités de l'OCA en devises pour la couverture des besoins personnels de M. Ed. Alamazani, il est à mentionner ce qui suit. Le montant total en devises que M. Ed. Alamazani a retiré du compte de l'OCA auprès de la Banque Belgo-Congolaise à Bruxelles s'élève à FB 99.200 (voir page 6). Sur ce montant, selon le barème fixé par le Ministère de la Fonction publique, il n'avait droit à tirer pour frais de mission à Bruxelles (mission dirigée par M.B. Matekote) que la somme de FB 12.000, soit 12 jours à 200 ou FB 1.000 par jour. Par conséquent, M. Ed. Alamazani a utilisé pour la couverture de besoins personnels, sans autorisation du Conseil Monétaire, le montant de FB. 87.200.

Etant donné que son compte personnel auprès de l'OCA a été déjà débité de la contrevaletur de FB 43.000, il reste à lui être facturée la contrevaletur de FB 44.200, soit, au cours actuel de FC 3,60 par FB, la somme de FC 159.200.

En récapitulant les montants à rembourser à l'OCA par M. Ed. Alamsani, nous arrivons à la somme totale d'au moins de FC 469.200, à part les autres responsabilités mentionnées ci-dessus.

ANOMALIES D'ORDRE GENERAL ET IRREGULARITES DIVERSES

Durant le contrôle de la comptabilité de l'OCA, nous avons constaté certaines anomalies d'ordre général ainsi que diverses irrégularités qui ne sont pas mentionnées aux chapitres précédents.

Tout d'abord, il faudrait noter le fait que la plupart des dirigeants de l'OCA exercent un certain commerce aux dépens de la liquidité de l'OCA ou bien ont procédé à la couverture de leurs besoins personnels par l'utilisation des capitaux importants disponibles à l'OCA. Les montants utilisés ou la contrevaletur des travaux effectués pour leur compte ont certainement dépouillé l'OCA de capitaux très importants indispensables à son bon fonctionnement. Il est à mentionner aussi que les sommes utilisées sont portées au débit de leur compte (si elles le sont - voir ci-dessus page 10, cas d'achat d'une voiture compte M.B. Matekete qui n'a jamais été facturée) avec un retard s'étendant quelquefois à plus de douze mois et que le remboursement de ces dettes s'effectue par petites mensualités de sorte que les capitaux de l'OCA investis à ce propos ont augmenté durant la période sous contrôle, à une allure alarmante.

Examinons maintenant la dette de chaque dirigeant une par une.

D'après les fiches retenues au Service du Personnel de l'OCA, les deux comptes de M.B. Matekete présentent le mouvement suivant:

a. Compte sous rubrique 5815

Solde débiteur au 31 décembre 1961		FC 16.500
Avances-caisse 1962	FC 54.173	
" " 1963	210.000	
Paiements au Fonds d'avance 1962	128.203	
Diverses notes de débit 1963	263.067	655.443
Total d ébit		FC 671.943
Moins:		
Retenues s/appointements 1962	46.500	
" s/ " 1963	180.000	
Rectification facture 129/12/62 (?)	15.496	241.996
Solde au 31 décembre 1963		FC 429.947

b. Compte sous rubrique 529

Solde débiteur au 31 décembre 1961		FC 16.500(?)
Facturation divers achats 1962	FC 257.835	
" " " 1963	354.107	
Facturation bassin de natation	1.286.928	
" travaux immeuble		
rue Dibaya	26.579	1.925.449
Total débit		FC 1.941.949

Report	Total débit	FC 1.941.949
Retenues s/appointements 1962	FC 30.000	
" " 1963	<u>90.000</u>	<u>120.000</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 1.821.949</u>
Total de la dette facturée au 31 décembre 1963:		<u>FC 2.251.896</u>

De ces chiffres, il résulte que les retenues sur appointements du compte 5815 ne compensent même pas les avances-caisse faites à M. Matekete, de sorte que le solde, au 31 décembre 1962, augmente de FC 135.876; et au 31 décembre 1963 de FC 277.571. Quant au compte 529, le solde au 31 décembre 1963 augmente de FC 1.805.449. En somme, la dette facturée de M.B. Matekete envers l'OCA, durant la période biennale 1962-1963 a passé de FC 33.000 à FC 2.251.896.

En ajoutant à cette somme le montant total dû par M.B. Matekete à l'OCA, pour ses excès de tirages en devises ainsi que pour les indemnités reçues et non justifiées, qui a été déjà calculé (voir pages 10, 13 et 14) à FC 2.794.800, nous arrivons à la dette totale de FC 5.046.700, montant auquel doivent être ajoutés les débite éventuels de M. Matekete qui n'ont pas encore été facturés à son compte.

La dette envers l'OCA de M. Djé Come, délégué permanent du Gestionnaire, se présente, d'après les fiches déléguées du Service du Personnel, comme suit:

a. Compte sous rubrique 5815

Solde débiteur au 31 décembre 1961		FC 17.000
Avances-caisse 1962	FC 63.000	
Notes de débit diverses 1962	548.000	
Avances-caisse 1963	24.400	
Notes de débit diverses 1963	<u>118.575</u>	<u>753.975</u>
Total débit		FC 770.975
Moins:		
Retenues s/appointements 1962	FC 50.500	
" s/ " 1963	<u>92.000</u>	<u>142.500</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 628.475</u>

b. Compte sous rubrique 529

Total des facturations 1962-63	FC 89.694	
Retenues s/appointements	-	<u>FC 89.694</u>
Total de la dette facturée au 31 décembre 1963		<u>FC 718.169</u>

A ce total il faudrait ajouter le montant de FC 20.532 représentant les frais de transport par avion Léo/Bakwanga d'un lot de 15 vélos avec accessoires facturés payés par l'OCA pour compte de M. Djé Come et ensuite

envoyés à Bakwanga et vendus par M. Djé Come. Il convient de mentionner que M. Djé Come a acheté les vélos en mars 1963, il les a envoyés vendre à Bakwanga en juin 1963, il a réalisé ses profits de cette opération commerciale et il reste toujours débiteur à l'OCA du prix d'achat plus les frais de transport de ces vélos. Après l'addition de ces frais de transport, la dette de M. Djé Come envers l'OCA s'élève à FC 738.700.

Suivant la fiche que le Service du Personnel nous a délivrée, la dette facturée de M. Ed. Alamasani, Directeur de l'OCA, se présente comme suit:

a. Compte sous rubrique 5815

Transfert à l'AC solde de son compte à Stanleyville (août 63)		196.372
Diverses ND OCA Stanleyville	FC 46.515	
" " Elisabethville	62.252	
" " A.C. (Léopoldville)	<u>229.090</u>	<u>337.857</u>
		FC 534.229
Moins:		
Retenues s/appointements oct.-déc. 63	18.500	
remise chèque 154/025 du 27.7.63	<u>30.000</u>	<u>48.500</u>
Solde au 31 décembre 1963		FC 485.729

b. Compte sous rubrique 529

Le service du Personnel de l'OCA ne nous a pas délivré de fiche relative à ce compte.

En ajoutant au solde ci-dessus le montant total que M. Ed. Alamasani doit restituer à l'OCA pour ses tirages injustifiés, tant en monnaie locale qu'en devise calculées ci-dessus (voir page 16) s'élevant à au moins FC 469.200, nous arrivons à la dette totale, facturée et non facturée, de FC 955.000.

Suivant les fiches retenues auprès du Service du Personnel, la dette de M. Niny, Directeur, envers l'OCA, se présente comme suit:

a. Compte sous rubrique 5815

Avances-caisse 1963		FC 60.000
moins: retenues sur appointements		<u>30.000</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 30.000</u>

b. Compte sous rubrique 529

Facturation construction habitation	FC 2.219.392	
notes diverses de débit	<u>11.790</u>	FC 2.231.182
Moins: chèques déposés		<u>225.000</u>
Solde au 31 décembre 1963		<u>FC 2.006.182</u>
Dette totale facturée au 31 décembre 1963		<u>FC 2.036.182</u>

Suivant la fiche retenue au Service du Personnel, la dette facturée de M.S. Salabiaku se présente comme suit:

a. Compte sous rubrique 5815

Avances-caisse 1962-63	FC 103.000
Moins: retenues sur appointements	<u>90.000</u>
Solde au 31 décembre 1963	<u>FC 13.000</u>

b. Compte sous rubrique 529

Le service du personnel de l'OCA ne nous a pas délivré de fiche relative à ce compte.

Il est à noter qu'aucune fiche de dette concernant M. Yuma, Directeur du Personnel, ne nous a été délivrée par le Service du Personnel de l'OCA.

Enfin, la dette envers l'OCA de M. Jacques Massa, ex-Directeur de l'OCA et actuellement Ministre des Affaires Sociales, suivant fiche délivrée par le Service du Personnel, se présente comme suit:

Solde débiteur au 31 décembre 1961		FC 326.079
Diverses factures de l'OCA (1962	FC 113.222	
Paiements divers pour son compte	275.837	
Prêt au licenciement (août 62)	<u>140.000</u>	<u>529.059</u>
Total débit		FC 855.138
Moins: retenues sur appointements	FC 35.000	
notes de crédit diverses	120.590	
décompte de licenciement	<u>412.275</u>	<u>567.865</u>
Solde au 31 août 1962		FC 287.273
Corrections à facturer après contrôles:		
Rectification décompte de licenciement	FC 42.577	
Valeur construction de son habitation	318.074	
Facture non comptabilisée	<u>1.258</u>	<u>361.909</u>
Total		FC 649.182

Il convient de mentionner aussi que pendant le contrôle des pièces justificatives des tirages en devises de M.B. Matekete, le Conseiller principal comptable M.E. Noten nous a remis la facture d'Air Congo No. 62/1001 févr. 1962 concernant le transport Brux-Léo de la famille de l'agent de l'OCA M.J. Heins, prétendant que sa contravaleur a été payée en devises par M. Matekete à Bruxelles. Après vérification, nous avons constaté que cette facture a été comptabilisée en décembre 1962 au crédit du Compte 540 p/c d'Air Congo (écriture au Journal No. 152).

CONCLUSIONS

Après cette énumération plus ou moins longue et détaillée des anomalies déjà décelées et constatées dans la vérification de la comptabilité de l'OCA, quelques conclusions peuvent être tirées.

L'Administration de l'OCA exercée par M. Boniface Matekete durant la période biennale contrôlée (1962-1963) a une double caractéristique. D'une part, manque d'esprit de "bon père de famille", d'autre part, "abus de pouvoir."

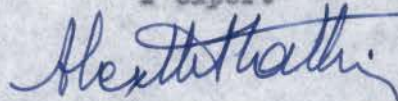
Ses tirages en devises pour la couverture de besoins personnels, sans l'autorisation du Conseil Monétaire, s'élèvent d'après nos calculs à FB 625.100, desquels la contrevaletur de FB 552.900 n'a pas encore été facturée. Au cours actuel, cette dette s'élève à FC 1.990.400. D'autre part, ses excès de tirages pour indemnités diverses non justifiées ou non approuvées par l'Administration Centrale ont été calculées à au moins FC 804.400. En ajoutant à ces montants sa dette envers l'OCA déjà facturée qui, par suite de la construction d'un bassin de natation à son habitation ainsi qu'à d'autres achats pour son compte et divers débits de ses comptes, s'élève à la somme appréciable de FC 2.251.900, nous arrivons à une dette de l'ordre de 5 millions de FC dont l'importance ne nécessite pas de commentaires.

Par ailleurs, les dettes envers l'OCA des trois Directeurs MM. Djé Come, Ed. Alamazani et P. Niny s'élèvent respectivement à FC 738.700, 955.000 et 2.036.200, soit au total FC 3.729.900, et celle de l'ex-Directeur M. Jacques Massa à FC 649.200.

Par conséquent, le total général (après addition des FC 13.000 dûs par M.S. Salabiaku) des capitaux de l'OCA investis par ses dirigeants (excepté en ce qui concerne M. Yuma, Directeur actuel du Personnel, pour lequel nous manquons d'éléments) pour leurs besoins personnels s'élève, selon nos calculs, à approximativement neuf millions et demi de francs congolais (FC 9.438.800).

Léopoldville, 12 mars 1964

l'expert



Alexandre STATHIS
Fonctionnaire auprès de l'ONUC

ORs 200/5

HP/dmp

CF- 116/64

9 March 1964

Mr. T. De Candia, Chief Finance Officer

H. Pichler, Administrative Officer, Congo Fund

Release of Import Support counterpart funds
for the ONUC Forces Budget 1964

.....
1. Please refer to the attached copies of letter from the Minister of Finance (No. 0273 CAB/ IN/07) dated 28 February 1964 and our memoranda CIVOPS/392 and CF-33/64 dated 21 January 1964.

2. The Minister of Finance agrees to the payment by the Congolese Government of CF 272 million from counterpart funds to complete the contribution of the equivalent of \$3.2 million to the United Nations Military Operations in the Congo as agreed in the Prime Minister's letter of 25 September 1963, at the new rate of exchange of 150 francs to the dollar. You will recall that CF 208 million have already been paid towards this contribution on 24 January 1964.

3. Since accrual of funds in account 500 (special account) is slow due to the change in procedures agreed with USAID, it is suggested to make the transfer in two stages:

(a) CF 100 million

(b) Balance of CF 172 million sometime in April.

However, it would be advisable to sign both sets of transfer authorizations and forward them to Mr. Benze, Ordonnateur Trésorier, for countersignature. Only one transfer authorization should be presented to the Monetary Council for action.

4. Upon deposit of the above mentioned amounts in your account (ONUC 3173 with the Crédit Congolais), we should be grateful if you would advise the Controller accordingly.

cc: Messrs. Seward
Brooks ✓ RM. 222
Jensen
Cederwall

file 9R9 200/5

N/Réf.: GVT/39/64

Léopoldville, le 25 février 1964

Monsieur le Premier Ministre,

Le Secrétaire Général m'a communiqué une copie d'une lettre, en date du 30 janvier 1964, que lui a adressée le "Mulopwe Kalonji Ditunga".

..... Comme cette lettre évoque des questions qui pourraient intéresser votre Gouvernement, je me permets de vous en transmettre la copie à toutes fins utiles.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

B.F. Georio-Tafall
Chef de mission a.i.

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

COPIE

Bruxelles, le 30 janvier 1964

Monsieur le Secrétaire Général,

Le soussigné Mulopwe Kalonji Ditunda a l'honneur de soumettre à votre haute bienveillance le problème avec lequel il se voit confronté depuis plusieurs mois.

Il sait combien Votre Excellence se penche avec angoisse devant les douloureux problèmes qui se posent dans sa patrie, la République du Congo.

A la suite de circonstances indépendantes de sa volonté, il a été éloigné de la population qui lui avait fait confiance lors des élections.

Désirant mettre un terme aux dissensions qui règnent dans la région qu'il a eu l'honneur de diriger et soucieux de s'intégrer dans le régime démocratique du Gouvernement du Congo, il déclare solennellement se rallier aux conceptions politiques de la République du Congo et s'engager sur l'honneur à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à ramener la paix au sein des populations dont il est originaire et sur lesquelles il croit avoir gardé un grand ascendant.

Monsieur le Secrétaire Général, je serais heureux si par votre honorable intermédiaire, je pouvais de nouveau mettre ma personne au service de mon pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma très haute considération.

A Monsieur U THANT,
Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies
NEW YORK
(Amérique)

ORG 200/5

CIVOPS 123/64

Le 22 janvier 1964

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre no 0069 du 19 janvier relative à la contribution du Gouvernement congolais aux dépenses locales de la Force des Nations Unies, dont l'offre a été faite par Monsieur le Premier Ministre dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général en date du 25 septembre 1963.

En ce qui concerne le dernier paragraphe de votre lettre, l'Administration de l'ONUC a révisé les prévisions relatives aux principales dépenses locales. Je vous communique ci-après le décompte des montants supplémentaires requis en francs congolais pour le règlement de ces dépenses:

	<u>Francs Congolais</u>
(a) Montant supplémentaire de l'indemnité journalière de service versée aux membres de la Force de l'ONUC	109 000 000
(b) Location en francs congolais des bâtiments et locaux dont les loyers étaient précédemment payés en devises	110 970 000
(c) Montant supplémentaire de l'indemnité versée au personnel international	68 800 000
	<hr/>
TOTAL	288 770 000
	<hr/>

Vous avez déjà approuvé - dans la lettre susmentionnée - le transfert au compte des Nations Unies de 208 millions de francs par prélèvement sur les fonds de contrepartie. Ce versement représente la contribution du Gouvernement congolais au budget de l'ONUC, au taux de change en vigueur le 25 septembre 1963, date de la lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies par le Premier Ministre du Gouvernement congolais. Les trois principales catégories de dépenses mentionnées ci-dessus nécessitent un montant supplémentaire de 288 770 000 francs congolais. Les dépenses totales en francs congolais s'élèvent donc à 496 770 000 francs. Les dépenses effectives peuvent, cependant, dépasser ce chiffre, étant donné que des montants supplémentaires obtenus au taux de change actuel et se rapportant à d'autres catégories de dépenses prévues au budget de l'ONUC n'ont pas été calculés.

... 2

Son Excellence
Monsieur Emmanuel Bamba
Ministre des Finances
Léopoldville

Toutefois, la contribution que le Gouvernement congolais s'est engagé à verser conformément à la lettre du Premier Ministre étant limitée à 208 millions de francs qui correspondent, au taux de change actuel, à 480 millions de francs, je vous prie de bien vouloir autoriser un transfert supplémentaire de 272 millions de francs en règlement du montant total souscrit par le Gouvernement congolais. Comme je l'ai déjà mentionné précédemment, les Nations Unies soumettront au Gouvernement congolais, en temps voulu, les comptes relatifs aux dépenses encourues en francs congolais pour le maintien de la Force de l'ONUC, conformément aux conditions afférentes à la contribution gouvernementale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Chef des Opérations civiles

S. Habib Ahmed

Le 23 janvier 1964

PROJET DE REPONSE

Monsieur le Chef des Opérations civiles,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 22 janvier, de laquelle je note que les dépenses supplémentaires de l'ONUC, en plus de la contribution de 208 millions de francs déjà versée par le Gouvernement congolais, s'élèvent à 288 770 000 francs. Je prends note également du fait que cette somme ne se rapporte qu'à quelques unes des plus importantes dépenses prévues au budget de l'ONUC, et qu'il est même prévu que le montant effectif des dépenses supplémentaires dépasse ce chiffre.

Etant donné que le Gouvernement congolais s'est engagé à contribuer au budget de l'ONUC par un versement de 208 millions de francs congolais calculé au taux de change en vigueur le 25 septembre 1963, et que le montant de cette contribution, révisé au taux de change actuel, s'élève à 480 millions de francs, j'autorise par la présente un nouveau virement de 272 millions de francs, au compte des Nations Unies, par prélèvement sur les fonds de contrepartie.

Ce versement supplémentaire, joint à la contribution de 208 millions de francs déjà faite par le Gouvernement, correspond au montant maximum de l'obligation souscrite par la République du Congo en ce qui concerne les dépenses de la Force de l'ONUC en monnaie locale. A cet égard, il est entendu que les Nations Unies fourniront un relevé de compte relatif à la contribution globale du Gouvernement et qu'elles rembourseront à ce dernier tout solde qui n'aura pas été utilisé au terme de la mission militaire de l'ONUC au Congo.

23 January 1964

For translation, please

Monsieur le Chef des Opérations civiles

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated 22 January and note that ONUC's additional expenditures in Congolese francs over and above the amount of 208 million francs already contributed by the Government of the Congo is estimated at 288,770,000 francs. I also note that this additional expenditure is related to only a few of the important elements of the ONUC budget and that the actual additional expenditure in Congolese francs is expected to be even higher.

In view of the fact that the Government of the Congo has pledged a contribution of 208 million francs to the ONUC budget on the basis of the rate of exchange prevailing on 25 September 1963 and that the revised amount at the current rate of exchange works out to 480 million francs, I hereby authorize an additional payment in the amount of 272 million francs to the United Nations account and ~~ex~~ request that this amount be made available from the Counterpart Funds.

The additional amount of the Government's contribution together with the contribution of 208 million francs already made by the Government of the Congo represents the maximum obligation of the Government towards the local currency expenditure of the ONUC Military Force and it is understood that the United Nations would furnish an account of the aggregate Government's contribution and refund to the Government any amount remaining unspent on the conclusion of ONUC military operations in the Congo.

CivOps. 113/64

20 January 1964

To : Mr. H. Pichler
Controller, Civ.Ops. Funds

From : James R. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations

Subject : CF 208 million for the ONUC Forces Budget 1964

....

Attached herewith is a copy of a letter from the Minister of Finance to Mr. Ahmed referring to the agreement of the Congolese Government to provide CF 208 million as a contribution toward the Congolese franc costs of maintaining the ONUC forces in the Congo up to 30 June 1964, and requesting the use of counterpart funds available for the support of the Congolese budget for this purpose.

The matter of the use of counterpart funds has been discussed with the US Government officials in the Congo and their approval has been noted.

Will you please arrange with the Finance Officer and Mr. Jenssen to transfer from account no. 246 ~~to~~ the appropriate ONUC account the amount of CF 208 million, and request that New York be notified of this deposit.

c.c. Mr. Seward
Mr. Vaughan ✓
Mr. McCaw
Mr. Cederwall

Leopoldville, le 19 janvier 1964



CABINET DU
MINISTRE DES FINANCES

BSR./ -/

N° 0069 CAB/FIN/09

A Monsieur S. Habib Ahmed
Chef des Opérations Civiles
de l'O. N. U. C.

LEOPOLDVILLE/KALINA.-

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 17 janvier 1964 relative au versement des fonds que le Gouvernement congolais s'est engagé à fournir à titre de contribution pour le maintien de la Force des Nations-Unies au Congo (voir lettre de M. le Premier Ministre en date du 25 septembre).-

Au nom du Gouvernement de la République du Congo, nous autorisons par la présente le versement de la somme de 208 millions de francs congolais au compte des Nations-Unies, par prélèvement sur les fonds de contrepartie disponible à l'appui du budget congolais.-

Il est entendu que les Nations-Unies rendront compte de toutes les dépenses auxquelles ces fonds auront servi et que tout solde non utilisé provenant de cette avance en francs congolais sera remboursé à la fin de l'opération.-

Je prends note, d'autre part, du fait que le montant de 208 millions de francs a été fixé suivant les prévisions faites par les Nations-Unies préalablement à la dévaluation du franc congolais, et que l'ONU procède à un examen de la structure de ses dépenses en monnaie congolaise afin de déterminer le montant supplémentaire requis pour ajuster ladite contribution au niveau des obligations souscrites par le Gouvernement congolais. Ce dernier examinera le projet de budget révisé au moment où il lui sera soumis et prendra les dispositions en conséquence.-

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de ma haute considération.-

LE MINISTRE DES FINANCES

Emanuel B A M B A.



22 January 1964

For translation, please

To: Minister of Finance

I have the honour to acknowledge with thanks your letter N° 0069 dated 19 January concerning the contribution of the Government of the Congo towards the local expenditures of the United Nations military forces offered in the letter of the Prime Minister dated 25 September 1963 to the Secretary General.

With regard to the last paragraph of your letter, the ONUC Administration has made a revised estimate in respect of the important items of local costs and I give below the figures of the additional needs in Congolese francs for such items:

(a) additional costs in respect of daily service allowances for members of the ONUC military forces	109 million Cfr
(b) payment in Congolese francs of rentals for buildings and premises previously paid in foreign exchange	110,970,000 Cfr
(c) Additional cost of allowances of international staff	<u>68,800,000 Cfr</u>
Total	<u>288,770,000 Cfr</u>

By your letter referred to above you have already approved of a transfer of 208 million francs from the Counterpart Funds to the United Nations account representing the contribution of the Government of the Congo to the ONUC budget on the basis of the rate of exchange prevailing on 25 September 1963 which is the date of the letter of the Prime Minister of the Government of the Congo to the Secretary-General of the United Nations. The additional expenditures in Congolese francs on the three important items referred to above amount to 288,770,000 francs. The total expenditures in Congolese francs thus amount to 496,770,000 francs. The actual expenditures however may be even higher than this figure as additional costs involved at the current rate of exchange on other items of the ONUC budget have not yet been calculated.

However, since the obligation of the Government of the Congo in terms of the letter of the Prime Minister is limited to a contribution of 208 million francs at the current rate of exchange which now amounts to 480 million francs, I request that authorization be given for the transfer of an additional amount of ⁷242 million francs to make up the total pledge of the Government of the Congo. As I have previously stated the United Nations would ~~of course~~ submit the necessary accounts to the Government of the Congo at the appropriate time covering expenditures made for the ONUC force in Congolese francs in the terms of the contribution made by the Government of the Congo.